

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DES HYDROCARBURES,
À L'OUVERTURE DU NAPEC 2026

«Nous voulons des partenariats concrets»

L'Algérie affiche ses ambitions pour se positionner comme un hub énergétique et industriel régional reliant l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. En effet, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a appelé hier à Oran les investisseurs, entreprises et partenaires technologiques étrangers à saisir les opportunités offertes par l'Algérie dans le secteur énergétique, notamment dans les hydrocarbures, les énergies renouvelables et les technologies bas carbone. P 3

● Partenariat énergétique : L'Algérie, un marché stratégique pour les entreprises américaines



RÉFORME DES SUBVENTIONS **La numérisation comme levier de modernisation**

La réforme du système de soutien social en Algérie pourrait s'appuyer progressivement sur un levier central : la numérisation. Sans remettre en cause le caractère social de l'État ni la protection du pouvoir d'achat, elle vise à mieux identifier les bénéficiaires, à améliorer l'efficacité des transferts publics et à limiter les situations de fraude ou de mauvaise allocation des ressources. Cette orientation s'inscrit dans les réflexions suscitées par le projet de Loi de finances 2027, adopté en Conseil des ministres.

P 2

POUVOIR D'ACHAT, RAIL ET AGRICULTURE

Les grands dossiers du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres a examiné, avant-hier dimanche, lors d'une réunion sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, plusieurs dossiers stratégiques touchant directement aux priorités économiques et sociales du pays. Entre la préservation du pouvoir d'achat, l'accélération des grands projets ferroviaires vers le Grand Sud, le renforcement de la sécurité alimentaire et la consolidation des relations avec les pays du Sahel, les décisions prises traduisent la volonté des pouvoirs publics de maintenir le cap du développement et de renforcer les capacités économiques nationales.

P 3

CONTRIBUTION LE NUCLÉAIRE CIVIL EN ALGÉRIE

Un dossier en suspens mais une piste toujours vivante

Longtemps fragilisée par les catastrophes de Tchernobyl (1986) et de Fukushima (2011), qui ont profondément marqué les esprits, l'énergie nucléaire connaît aujourd'hui un regain d'intérêt. La quête de souveraineté énergétique et la nécessité environnementale ont en effet remis cette filière au cœur des débats. Pourtant, son déploiement reste vivement contesté, certains alertant sur les risques persistants en matière de sûreté et sur l'épineuse question de la gestion des déchets radioactifs.

Par Mohamed Rachid Cheriti,
Ingénieur spécialisé dans le domaine énergétique
et le développement durable.

P 5

MARCHÉ FINANCIER

**La COSOB délivre un nouvel
agrément pour la création d'un
fonds de placement collectif à
capital-risque** P 4

SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE

**L'Algérie maintient
son cap sans endettement
extérieur** P 4

NOBEL DE MÉDECINE 2026

**Un trio américano-allemand
récompensé pour ses travaux
sur la mémoire** P 16

OPEP+
Pas de changement
des quotas de
production pour le
mois de novembre

L'OPEP+ maintient les niveaux de production en novembre, avec un quota algérien fixé à 1,007 million de barils par jour, pour soutenir la stabilité du marché.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a participé, avant-hier, par visioconférence, aux réunions ministérielles consacrées au suivi de la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre de la Déclaration de coopération (OPEP+). Le ministre d'État a pris part à la réunion de coordination des sept pays de l'OPEP+ ayant opéré des ajustements volontaires de leur production. Cette réunion a regroupé, aux côtés de l'Algérie, les ministres en charge du pétrole de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, du Sultanat d'Oman et de la Russie, indique un communiqué.

Cette réunion s'est déroulée en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, du président de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, ainsi que de cadres du secteur.

Au terme des discussions, et à la lumière des développements récents du marché pétrolier international, les participants ont convenu de prolonger inchangés les niveaux de production globaux des sept pays pour le mois de novembre prochain. Par conséquent, le niveau de production de l'Algérie restera fixé à 1,007 million de barils par jour pour le même mois.

Agence

POUVOIR D'ACHAT, RAIL ET AGRICULTURE
Les grands dossiers du Conseil
des ministres

Le Conseil des ministres a examiné, avant-hier dimanche, lors d'une réunion sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, plusieurs dossiers stratégiques touchant directement aux priorités économiques et sociales du pays. Entre la préservation du pouvoir d'achat, l'accélération des grands projets ferroviaires vers le Grand Sud, le renforcement de la sécurité alimentaire et la consolidation des relations avec les pays du Sahel, les décisions prises traduisent la volonté des pouvoirs publics de maintenir le cap du développement et de renforcer les capacités économiques nationales.

Par Réda Hadi

Au centre des discussions, le projet de loi de finances (PLF) 2027 occupe une place particulière, dans un contexte marqué par les attentes sociales et les impératifs de maîtrise des équilibres budgétaires. Le président de la République a insisté sur la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment les catégories à revenus modestes et les classes moyennes. À ce titre, les augmentations des salaires et des traitements annoncées dans le cadre des engagements présidentiels seront prises en charge dans le prochain exercice budgétaire.

Le chef de l'État a également réaffirmé son opposition à l'introduction de nouvelles taxes susceptibles de peser sur les ménages. Cette orientation vise à maintenir les acquis sociaux tout en veillant à ce que les choix budgétaires ne se traduisent pas par une aggravation des charges supportées par les citoyens. L'enjeu sera ainsi de concilier les dépenses sociales, le financement des investissements publics et la préservation des équilibres financiers de l'État.

L'autre dossier majeur concerne le développement du réseau ferroviaire national et, particulièrement, la réalisation de la ligne devant relier le Nord du pays à Tamanrasset. Le Conseil des ministres a décidé du lancement immédiat des travaux des différents tronçons reliant Laghouat, Ghardaïa, El Me-

niaa, In Salah et Tamanrasset, avec pour objectif la réception intégrale du projet à la fin de l'année 2028.

Le président Tebboune a accordé une importance particulière à cette infrastructure, considérée comme une priorité absolue du secteur des travaux publics. Au-delà de sa dimension logistique, cette ligne constitue un instrument stratégique pour transformer les conditions de mobilité dans le Sud, faciliter le transport des marchandises et accompagner l'exploitation des ressources minières et agricoles.

Le financement de la section El Meniaa-In Salah-Tamanrasset, à travers la Banque africaine de développement (BAD), constitue également une avancée importante pour la concrétisation de ce chantier. Le recours à ce financement témoigne de la dimension continentale du projet et de son intérêt dans le renforcement des infrastructures de transport en Afrique du Nord et au Sahel.

Le chef de l'État a, par ailleurs, chargé le ministre des Travaux publics de transmettre ses remerciements et ses encouragements aux travailleurs, techniciens et ingénieurs mobilisés sur le terrain. La priorité est désormais d'assurer une mobilisation permanente des moyens humains et matériels afin de respecter les délais fixés.

Sur le plan régional, le Conseil des ministres a consacré une attention particulière au renforcement des relations avec le Niger et le Tchad. Le président de la République a in-

sisté sur la nécessité d'assurer un suivi rigoureux des projets communs et d'accélérer leur mise en œuvre, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'éducation, de la santé et des télécommunications.

Il a également instruit de faciliter les échanges et les transactions entre les opérateurs économiques des trois pays, tout en renforçant la coordination institutionnelle. Le Premier ministre algérien est ainsi appelé à maintenir des contacts permanents avec ses homologues nigérien et tchadien.

Cette orientation s'inscrit dans la volonté de l'Algérie de consolider son rôle économique et diplomatique dans son environnement sahélien, en privilégiant les projets structurants, la coopération Sud-Sud et l'intégration régionale.

Le bilan de la récolte céréalière de la campagne 2026 a également été examiné. Ce dossier revêt une importance particulière dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer la production locale, réduire la facture des importations et consolider la sécurité alimentaire. À cet effet, le président Tebboune a demandé la programmation d'un Conseil des ministres exclusivement consacré au secteur agricole, en coordination avec le ministre concerné et le secrétaire général du gouvernement. Cette réunion devra permettre d'approfondir les questions liées à la production, à l'organisation des filières et aux perspectives de développement agricole.

RÉFORME DES SUBVENTIONS

La numérisation comme levier de modernisation

Par Selma R.

La réforme du système de soutien social en Algérie pourrait s'appuyer progressivement sur un levier central : la numérisation. Sans remettre en cause le caractère social de l'État ni la protection du pouvoir d'achat, elle vise à mieux identifier les bénéficiaires, à améliorer l'efficacité des transferts publics et à limiter les situations de fraude ou de mauvaise allocation des ressources. Cette orientation s'inscrit dans les réflexions suscitées par le projet de Loi de finances 2027, adopté en Conseil des ministres.

Pour Hamza Boughadi, directeur d'un cabinet d'études économiques et de développement des entreprises, l'évolution progressive du modèle de soutien social est nécessaire. Dans un contexte marqué

par des tensions internationales persistantes, une forte volatilité des marchés énergétiques et des pressions inflationnistes, l'enjeu est désormais de préserver l'efficacité du système social tout en maîtrisant son coût pour les finances publiques. Les transferts sociaux et les mécanismes de soutien représentent en effet près de 35 % du budget de l'État, soit plus de 40 milliards de dollars par an, un niveau qui souligne l'importance de disposer d'outils permettant de mieux orienter ces ressources. « Il faut passer d'une logique de guichet social permanent à un système ciblé et d'accompagnement vers l'emploi », a-t-il expliqué lors de son intervention sur la « Chaîne 1 » de la radio nationale.

Selon l'expert, la réussite d'un tel changement dépend d'abord de la capacité de l'administration à connaître précisément

la situation économique et sociale des ménages, ce qui suppose un recensement plus complet du patrimoine et des revenus. La numérisation et l'interconnexion des administrations apparaissent dès lors comme des conditions essentielles. En reliant les différentes bases de données publiques, l'État pourrait disposer d'informations plus fiables sur les revenus, le patrimoine et la situation professionnelle des citoyens. Cette connaissance permettrait d'affiner progressivement les critères d'accès aux dispositifs de soutien et de réduire les risques de fraude. Il ne s'agirait donc pas simplement de numériser des procédures existantes, mais de construire un système d'information intégré, capable de faciliter la prise de décision publique, de réduire les délais de traitement et de mieux coordonner les interventions des

différentes administrations. « La numérisation doit permettre d'avoir une vision globale et réelle de la situation du citoyen », a estimé l'expert, qui voit dans l'interconnexion des données un levier majeur de modernisation du modèle social.

Cette transformation doit également contribuer à lutter contre l'économie informelle. La réduction des transactions en espèces et le recours accru aux paiements formels amélioreraient la traçabilité des flux et permettraient de croiser plus efficacement les données fiscales, bancaires et administratives.

Dans cette perspective, Hamza Boughadi préconise aussi la modernisation des services fiscaux et le passage progressif du régime forfaitaire à un suivi au réel, afin de mieux adapter l'impôt à l'activité économique.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DES HYDROCARBURES,
À L'OUVERTURE DU NAPEC 2026

«Nous voulons des partenariats concrets»

L'Algérie affiche ses ambitions pour se positionner comme un hub énergétique et industriel régional reliant l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. En effet, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a appelé hier à Oran les investisseurs, entreprises et partenaires technologiques étrangers à saisir les opportunités offertes par l'Algérie dans le secteur énergétique, notamment dans les hydrocarbures, les énergies renouvelables et les technologies bas carbone.

De notre envoyé spécial Zahir R.

Intervenant à l'ouverture de la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène en Afrique et en Méditerranée (NAPEC 2026), M. Arkab a insisté sur la nécessité de développer des partenariats « concrets, rapides dans leur exécution et générateurs de valeur ajoutée partagée », en invitant les investisseurs et opérateurs internationaux à contribuer à la réalisation de projets créateurs d'emplois, de compétences et de valeur ajoutée. Le message de l'Algérie est clair : « Nous voulons des partenariats concrets, rapidement exécutables et générateurs de valeur ajoutée commune ; des investissements qui renforcent nos capacités de production, améliorent notre efficacité, accélèrent l'intégration technologique et développent un contenu local compétitif », a souligné le ministre, avant d'ajouter : « Nous voulons également renforcer la position de l'Algérie en tant que plateforme énergétique et industrielle fiable, contribuant à relier les dynamiques africaines, méditerranéennes et européennes, dans un cadre de coopération, de stabilité et de bénéfice mutuel ». Indiquant que les défis auxquels sont confrontés les systèmes énergétiques ne peuvent être relevés par aucun État ou aucune institution à elle seule, le ministre Arkab a insisté sur la coopération technique et technologique et le partage des expériences, qui sont des éléments essentiels pour construire des systèmes énergétiques plus sûrs, plus efficaces et plus durables. « Depuis cette tribune, j'adresse un appel clair à l'ensemble des acteurs présents aujourd'hui, entreprises nationales et internationales, institutions financières, fournisseurs de technologies, bureaux d'ingénierie, centres de recherche et start-up : Nous sommes pleinement disposés à travailler avec vous sur des projets réalisables et finançables, technologiquement

solides et capables de créer des emplois, de développer les compétences et de générer de la valeur ajoutée. Travaillons ensemble à transformer les opportunités offertes par l'Algérie et l'Afrique en projets concrets, et à bâtir un avenir énergétique plus sûr, plus flexible et plus durable, au service de nos peuples et de nos économies, et renforçant la coopération entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe ».

Une transition énergétique progressive et maîtrisée

Dans ce cadre, le ministre a mis en avant les opportunités d'investissement ouvertes par l'Algeria Bid Round 2026, présentée comme une nouvelle étape dans le renforcement de l'attractivité du domaine minier national. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi sur les hydrocarbures, qui vise notamment à favoriser l'investissement dans l'exploration, la production et l'utilisation de technologies modernes permettant d'améliorer les taux de récupération et d'optimiser l'exploitation des ressources. Cette ouverture à l'investissement intervient alors que l'Algérie entend accélérer sa transition énergétique, tout en maintenant la sécurité de son approvisionnement et en valorisant ses ressources en hydrocarbures. Dans son intervention, M. Arkab a défendu une approche graduelle et pragmatique de la transition, adaptée aux réalités économiques et sociales du pays. Le ministre a notamment souligné que le gaz naturel continuera de jouer un rôle important dans cette évolution, en raison de sa contribution à la flexibilité du système énergétique, à l'industrie et à la réduction de l'intensité carbone. En parallèle, l'Algérie entend développer les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les technologies bas carbone. Cette orientation rejoint la politique énergétique

nationale, qui vise notamment à accroître la contribution des énergies nouvelles et renouvelables, à améliorer l'efficacité énergétique et à renforcer l'intégration régionale de l'Algérie à travers des partenariats énergétiques structurants. L'hydrogène vert constitue également un axe important de cette stratégie. L'Algérie dispose, selon les autorités, d'atouts liés à ses ressources naturelles, ses infrastructures énergétiques, ses capacités industrielles et sa position géographique pour développer une filière hydrogène destinée notamment aux marchés européens. La coopération avec l'Union européenne porte déjà sur le développement de l'hydrogène renouvelable et sur le projet South2 Corridor, destiné à créer un corridor reliant l'Algérie à l'Europe pour le transport d'hydrogène. Les discussions portent également sur la mobilisation des investissements nécessaires à la réalisation de projets industriels intégrés et au développement d'un marché compétitif de l'hydrogène. Concernant le Gazoduc transsaharien (TSGP), le ministre a souligné que le TSGP doit contribuer à la valorisation des ressources africaines, au renforcement de l'intégration continentale et au développement des infrastructures énergétiques, tout en créant des retombées économiques et sociales pour les pays traversés. Par ailleurs, la stratégie présentée par le ministre accorde également une place importante à la décarbonation de l'industrie énergétique. Sonatrach vise notamment l'élimination du torchage de routine à l'horizon 2030 et une réduction significative des émissions de méthane. Selon les données présentées dans le discours de M. Arkab, les volumes de gaz torché ont diminué de 25 % entre 2020 et 2024, tandis que les projets de récupération du gaz associé ont permis de valoriser plus d'un milliard de mètres cubes.

NAPEC 2026

Vers un modèle énergétique algérien plus intégré et compétitif

La 14^e édition du Salon et Conférence de l'Énergie et de l'Hydrogène (NAPEC) s'est ouverte à Oran sous le signe de la transformation et du pragmatisme. Rassemblant l'élite de l'industrie énergétique mondiale, l'événement a été l'occasion pour les hauts responsables du secteur de détailler la feuille de route nationale basée sur le concept d'« addition énergétique » : unifier les hydrocarbures, les énergies renouvelables et l'innovation pour bâtir un avenir bas carbone sans compromettre la sécurité d'approvisionnement. Ainsi, Nourredine Daoudi,

PDG de Sonatrach, a défendu une vision où toutes les ressources se complètent pour garantir un approvisionnement résilient et abordable. Plaçant l'innovation, la digitalisation et l'excellence opérationnelle au centre de la stratégie du groupe, M. Daoudi a rappelé le rôle clé de l'Algérie comme pont énergétique entre l'Afrique et l'Europe. Il a souligné la portée stratégique du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), vecteur majeur d'intégration régionale pour acheminer le gaz africain vers les marchés européens. De son côté, Amine Remini, président de

l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH), a réaffirmé la stabilité et l'attractivité du climat des affaires en Algérie. Il a annoncé des avancées concrètes destinées à accompagner les investisseurs : la mise en service imminente du nouveau Data Center de l'ARH, le lancement du module amont de sa plateforme numérique intégrée, ainsi que la publication avant la fin du mois de la directive autorisant les équipements non métalliques pour réduire significativement les coûts et les émissions de carbone. Enfin, Abdelkader Cherfaoui, président d'AL-

NAFT, a rappelé la place centrale des hydrocarbures, optimisés par l'intelligence artificielle et la technologie. Évoquant l'appel d'offres Algeria Bid Round 2026 qui porte sur 7 zones stratégiques, il s'est félicité de l'intérêt manifeste de près de 60 compagnies internationales. Afin de permettre aux candidats d'approfondir leurs évaluations techniques, M. Cherfaoui a annoncé une prolongation de deux mois de la date limite de soumission des offres, réitérant l'engagement d'ALNAFT pour des partenariats transparents et durables.

Synthèse Z R.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE Les grands axes de la feuille de route de l'Algérie

Intervenant à l'ouverture de la 14^e édition du Salon et Conférence NAPEC à Oran, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, le Dr Mourad Adjal, a tracé les grands axes de la feuille de route énergétique nationale, axée sur la transition, l'intégration régionale et le développement des technologies propres. Face aux mutations complexes du secteur, le ministre a rappelé la nécessité de concilier sécurité d'approvisionnement et impératifs climatiques à travers des modèles énergétiques bas carbone. « Pour relever ces défis technologiques, financiers et humains, nous devons unir nos efforts afin de garantir un accès équitable à une énergie moderne et abordable », a-t-il déclaré. Le ministre a également mis en avant l'avancement concret du programme national de développement des énergies renouvelables, notamment à travers l'entrée en service progressive de la première phase du programme solaire photovoltaïque, d'une capacité globale de 3.200 mégawatts. Il a également évoqué le lancement d'études pour le développement de nouvelles filières, notamment l'éolien et l'hydroélectricité, ainsi que des projets pilotes dans les domaines de la géothermie et de la biomasse. Parallèlement, les infrastructures des réseaux électriques font l'objet d'une modernisation continue, avec le renforcement des interconnexions régionales et le recours aux réseaux intelligents (smart grids) pour améliorer la gestion et l'efficacité du système électrique. Soulignant les atouts concurrentiels majeurs du pays, le ministre a réaffirmé l'ambition de bâtir une véritable chaîne de valeur intégrée pour l'hydrogène vert (de la production de l'électricité renouvelable à la fabrication d'électrolyseurs, le stockage et le transport). Par ailleurs, M. Adjal a souligné le rôle de deux initiatives stratégiques dans le renforcement de la position de l'Algérie en tant que pôle énergétique régional, à savoir le South2 Corridor, un projet de corridor méridional destiné à contribuer à l'approvisionnement de l'Europe en hydrogène, et l'alliance ALTEH2A, visant à développer un partenariat multilatéral entre l'Algérie et l'Europe dans ce domaine. S'appuyant sur l'amélioration du cadre législatif et du climat des affaires, il a conclu son intervention en appelant les investisseurs et les institutions financières, nationaux et internationaux, à saisir les opportunités offertes par le marché algérien.

Z R.

PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie, un marché stratégique pour les entreprises américaines

Le président de la Chambre de commerce algéro-américaine, Warren Murdoch, a réaffirmé l'importance stratégique cruciale de l'Algérie sur l'échiquier énergétique mondial. Saluant les réformes récentes et le potentiel exceptionnel du pays, le responsable américain a plaidé pour un renforcement substantiel du partenariat économique entre Washington et Alger. Dans un contexte mondial marqué par la recherche de la sécurité énergétique et la nécessité d'accélérer la transition énergétique, Warren Murdoch a souligné que l'Algérie se situe à un carrefour clé. « L'Algérie est stratégiquement importante. Les arguments en fa-

veur de l'investissement y sont convaincants, et l'opportunité d'un partenariat énergétique plus fort entre les États-Unis et l'Algérie se présente maintenant », a-t-il déclaré dans son discours à l'ouverture du NAPEC 2026. Présentant l'Algérie comme un partenaire historique éprouvé pour les compagnies américaines, M. Murdoch a rappelé les décennies de coopération réussie avec le groupe national Sonatrach. Il a mis en avant les atouts majeurs du pays : sa proximité géographique stratégique avec l'Europe, ses infrastructures de transport solides (notamment les gazoducs) ainsi que d'immenses gisements de gaz conventionnel et non conven-

tionnel. Le président de la Chambre de commerce a particulièrement salué les initiatives du gouvernement algérien visant à moderniser le cadre législatif et fiscal de l'énergie, améliorant ainsi la prévisibilité et l'attractivité du marché pour les investisseurs étrangers. « Les récents appels d'offres témoignent d'une dynamique croissante et d'un nouvel intérêt de la part des investisseurs », a-t-il précisé. Par ailleurs, M. Murdoch a insisté sur la nécessité d'élargir le spectre de la coopération vers les énergies d'avenir, notamment le solaire, l'hydrogène vert et les minéraux critiques. Tout en reconnaissant de manière pragma-

tique les défis liés aux réglementations et aux délais de décision, Warren Murdoch s'est montré résolument optimiste. Selon lui, les fondamentaux de l'économie algérienne (stabilité politique, ressources de haute qualité et engagement gouvernemental) l'emportent largement sur les risques perçus. « Les entreprises américaines n'apportent pas seulement du capital, mais aussi de la technologie, de l'innovation et une expertise reconnue dans la réalisation de projets complexes », a-t-il affirmé, rappelant que les relations durables reposent sur la confiance et l'investissement dans le capital humain local.

Z R.

MARCHÉ FINANCIER
La COSOB délivre un
nouvel agrément
pour la création
d’un fonds de
placement collectif
à capital-risque

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a délivré un agrément pour la création d'un fonds de placement collectif à capital-risque, dénommé "Fonds universitaire pour l'innovation et les start-up", destiné à investir dans des entreprises et projets innovants et des start-up relevant ou liés à l'écosystème universitaire, indique lundi un communiqué de la Commission. L'agrément a été délivré lors de la réunion de la Commission tenue le 29 septembre dernier, conformément aux dispositions du règlement COSOB n 24-02 du 23 octobre 2024 relatif aux organismes de placement collectif à capital-risque (OPCR), qui encadre ce type d'organismes d'investissement, précise la Commission dans son communiqué. Le "Fonds universitaire pour l'innovation et les start-up", dont les actifs initiaux proposés s'élèvent à plus de 280 millions de DA (280.354.200 DA), investira dans les entreprises et projets innovants et les start-up non cotés relevant de l'écosystème universitaire, scientifique, technologique et entrepreneurial national, ajoute la même source. Les investissements seront principalement orientés vers les domaines de la numérisation et de l'intelligence artificielle, de la santé et des biotechnologies, de l'agriculture et des industries agroalimentaires, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que de l'industrie, de la logistique et des services technologiques, contribuant ainsi à soutenir la croissance des projets prometteurs et à favoriser leur passage de l'innovation et de la recherche à l'investissement et à l'expansion, note le communiqué. Le fonds sera géré par la Société d'investissement financier de l'Université d'Alger 3, relevant du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ajoute la Commission. La COSOB a souligné que le "Fonds universitaire pour l'innovation et les start-up" est le 2e fonds à obtenir un agrément dans le cadre de ce nouveau dispositif, ce qui témoigne de l'intérêt croissant accordé aux organismes de placement collectif à capital-risque en tant que mécanisme de financement des entreprises et projets à fort potentiel. Cet agrément confirme "l'orientation de la COSOB à poursuivre le développement du cadre réglementaire et institutionnel favorable aux mécanismes de financement alternatif, et à renforcer le recours au capital-risque pour le financement des projets et entreprises prometteurs", conclut le communiqué. APS

Par Selma R.

Dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la volatilité des prix des matières premières, l'Algérie entend préserver ses équilibres financiers et sa capacité de décision. Selon l'expert en économie Pr Nazim Sini, le maintien du refus de recourir à l'endettement extérieur constitue l'un des principaux piliers de cette stratégie, alors que le pays poursuit ses investissements et ses programmes sociaux. Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, le Pr Sini a estimé que l'économie nationale faisait preuve d'une « résilience » appréciable dans un contexte mondial particulièrement incertain. Il a notamment relevé que l'Algérie a enregistré un taux de croissance supérieur à 3,8 % en 2025, avec une dynamique qui se poursuit en 2026, ce qui témoigne, selon lui, de la solidité des fondamentaux macroéconomiques. Pour l'expert, cette situation permet au pays de poursuivre ses choix économiques sans remettre en cause son autonomie financière. Le refus de recourir à des financements extérieurs auprès d'institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI) répond ainsi à une logique de préservation de la souveraineté nationale. « L'endettement extérieur ne doit pas devenir une contrainte sur la décision économique », a-t-il expliqué, soulignant l'importance de conserver une marge de manœuvre dans la conduite des politiques publiques. Cette orientation intervient alors que l'État continue de financer d'importants

SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE

L’Algérie maintient son cap sans endettement extérieur

programmes d'infrastructures et de soutenir les politiques sociales. Le projet de loi de finances pour 2027 prévoit ainsi des mesures destinées à préserver le pouvoir d'achat, avec une revalorisation des salaires dans la fonction publique, sans introduction de nouveaux impôts affectant directement les citoyens. La préservation des équilibres financiers n'empêche pas la poursuite des investissements dans les hydrocarbures, notamment l'exploration, l'exploitation et la transformation, afin d'accroître la valeur ajoutée nationale. Dans un contexte marqué par les perturbations de plusieurs axes maritimes stratégiques, l'Algérie entend également conforter sa position de fournisseur énergétique fiable pour l'Europe et l'Afrique. Elle prépare parallèlement l'avenir. « Il est nécessaire de préparer dès aujourd'hui l'après-pétrole. Le développement de l'hydrogène vert s'inscrit dans cette perspective, notamment avec le projet SouthH2 Corridor, destiné à relier l'Algérie aux marchés européens via la Tunisie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne », a insisté le Pr Sini. Cette filière constitue, selon lui, un potentiel levier de diversification et de création de valeur. Le gazoduc transsaharien Nigeria-Niger-Algérie et le renforcement de la coopération avec des pays africains, dont le Sénégal, participent également à cette dynamique, notamment en matière de transfert de compétences et de technologies grâce à l'expertise de Sonatrach. Le financement des grands projets demeure un enjeu central. Pour le Pr Sini, l'absence de recours à l'endettement extérieur doit s'accompagner d'une diversification des sources de fi-

nancement, notamment par la Banque africaine de développement, le marché financier national et les sukuk souverains. Ces mécanismes peuvent soutenir les grands projets ferroviaires destinés à renforcer les connexions entre les bassins économiques et à désenclaver les régions de l'intérieur et des Hauts Plateaux. Il souligne également le rôle du secteur privé : « Le renforcement du rôle du secteur privé est nécessaire. Les entreprises privées constituent un important moteur de création d'emplois et contribuent fortement aux recettes fiscales. L'amélioration du climat des affaires et la simplification des procédures doivent donc accompagner l'effort public d'investissement », a insisté le Pr Sini. La consolidation de la souveraineté financière passe enfin par une meilleure maîtrise des ressources et par la lutte contre les pratiques frauduleuses. L'interconnexion progressive des bases de données du CNRC, de la DGI, de la CNAS, de la CASNOS et des Douanes permet désormais de détecter plus efficacement certaines anomalies. Le Pr Sini a notamment évoqué la découverte de plus de 500 entreprises fictives enregistrées à une même adresse, ce qui illustre, selon lui, l'efficacité croissante des outils numériques dans le contrôle de l'activité économique. Sur le front des marchés, l'expert estime par ailleurs que la hausse de certains prix agricoles ne peut être imputée systématiquement aux producteurs. Les pratiques des intermédiaires et les comportements anticoncurrentiels doivent également faire l'objet d'une surveillance renforcée.

ORAN

Les études des plans d’aménagement des ZET d’Aïn-Franine et de Mers El-Hadjadj en phase d’achèvement

Les études relatives aux plans d'aménagement des deux zones d'expansion touristique (ZET) d'Aïn-Franine et de Mers El-Hadjadj, situées à l'est d'Oran, sont en phase d'achèvement, en prévision de l'aménagement du foncier touristique et de l'ouverture de la voie à la réalisation de nouveaux projets d'investissement, a indiqué, lundi, la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat. La même source a précisé que ces études, confiées à des bureaux d'études locaux, s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à recenser, organiser et valoriser le foncier touristique, ainsi qu'à élaborer les plans d'aménagement des différentes zones d'expansion touristique que compte la wilaya. Les bureaux d'études chargés de cette opération s'emploient notamment à déterminer les caractéristiques et la nature des terrains de chaque zone. L'étude consacrée à la ZET d'Aïn-Franine a notamment révélé que son sol est de nature argileuse, "ce qui permettra à l'avenir la réalisation de projets d'investissement dont la hauteur ne devra pas dépasser deux étages", a-t-on précisé de même source. Une fois les plans d'aménagement des deux zones achevés et transmis au ministère de tutelle, les procédures de sélection des projets seront engagées, en prévision du lancement de leur réalisation, a-t-on indiqué. La direction du Tourisme et de l'Artisanat prévoit également, au cours de l'année prochaine, le lancement des études de nouveaux plans d'aménagement concernant d'autres zones d'expansion touristique de la wilaya, dans le cadre de la poursuite du processus d'organisation et de valorisation du

foncier destiné à l'investissement touristique. La wilaya d'Oran compte neuf zones d'expansion touristique, couvrant une superficie globale estimée à 2.133 hectares. Il s'agit des ZET de Madagh 1 et 2, de Cap Blanc (Aïn El-Kerma), des

Andalouses (Bousfer), de Cap Falcon (Aïn El-Türk), d'Aïn-Franine (Bir El-Djir), de Kristel (Gdyel), de Cap Carbon (Arzew) et de Mers El-Hadjadj.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Octobre 2026

Produits		Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ² DA / Kg دج / كلف			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	103	111	95	البطاطا
	Tomate	137	152	121	الطماطم
	Oignon sec	78	85	71	البصل الجاف
	All sec	833	903	763	الثوم الجاف
	Carotte	135	146	123	الجزر
	Navet	151	164	138	اللفت
	Poivron	148	160	135	الفلفل الاخضر
	Piment	162	177	147	الفلفل الحار
	Courgette	170	183	156	الكوسة
	Haricot vert	299	321	276	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	177	191	163	الخس
	Pomme locale	423	523	323	التفاح المحلي
	Datte	498	611	385	التمر
	Raisin	300	350	249	العنب
	Melon	114	124	104	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	96	104	87	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2211	2327	2094	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	541	554	528	الدجاج
	Œufs (Unité)	24	25	22	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	87	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	1,03	-0,56	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,12	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,08	7,56	7,64	15120	21 168 000,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-4,83	-5,92	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	2000,00	0,00	-1,34	-8,43	8,29	8,75	3665	7 330 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,81	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,00	1,77	1,19	8,12	0	0,00

LE NUCLÉAIRE CIVIL EN ALGÉRIE

Un dossier en suspens mais une piste toujours vivante

Longtemps fragilisée par les catastrophes de Tchernobyl (1986) et de Fukushima (2011), qui ont profondément marqué les esprits, l'énergie nucléaire connaît aujourd'hui un regain d'intérêt. La quête de souveraineté énergétique et la nécessité environnementale ont en effet remis cette filière au cœur des débats. Pourtant, son déploiement reste vivement contesté, certains alertant sur les risques persistants en matière de sûreté et sur l'épineuse question de la gestion des déchets radioactifs.

1^{ère} partie

Par Mohamed Rachid Cheriti (*)

Dans ce grand équilibre mondial où les équilibres se recomposent, l'Algérie ne saurait rester spectatrice, car elle dispose déjà d'un programme à des fins de recherche. Forte de ses atouts et de sa vision programmatique, elle tient entre ses mains les clés d'une émergence audacieuse, à condition d'oser saisir cette fenêtre d'opportunité avec lucidité et ambition.

Avec la croissance de la demande d'énergie notamment l'électricité devrait croître fortement au cours des prochaines décennies, toutes les économies auront à relever un véritable défi qui consistera à produire l'énergie nécessaire pour soutenir la croissance économique et promouvoir le développement social tout en renforçant la protection de l'environnement. Dans ce contexte, il appartient aux responsables politiques de définir des politiques énergétiques à la hauteur de ce défi et assez solides pour maîtriser les risques liés à la mondialisation de l'économie. Parmi les différentes sources d'énergie qui apportent une contribution significative à l'offre mondiale, aucune n'apparaît plus complexe que l'énergie nucléaire aux yeux des responsables politiques. Les incidences économiques, technologiques et sociales de l'énergie nucléaire étendent la portée des décisions bien au-delà des acteurs normaux du marché. La question en revanche se pose entre un nucléaire pilotable et des renouvelables en pleine expansion. Toutefois, un mix énergétique équilibré demeure l'option la plus réaliste et souhaitable pour atteindre la souveraineté énergétique.

L'intérêt pour l'énergie nucléaire est à son plus haut niveau depuis les chocs pétroliers des années 1970 et plus de 40 pays soutiennent désormais son dé-

veloppement. L'énergie nucléaire en plus qu'elle assure une production ininterrompue durant les pics de demande et capables d'assurer la stabilité du réseau, elle est l'une des rares formes d'énergie à n'émettre quasiment ni polluant atmosphérique ni gaz à effet de serre. Selon les estimations, le cycle complet du combustible nucléaire, y compris l'extraction du minerai et la construction des centrales, émet entre 2,5 et 6 grammes d'équivalent carbone par kilowattheure (kWh) produit. C'est sensiblement égal aux émissions estimées des sources d'énergie renouvelables (hydraulique, éolien et solaire) et environ 20 à 75 fois moins que les émissions des moyens de production d'électricité à base de gaz naturel, qui est le combustible fossile le plus propre.

Selon les dernières compilations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de la World Nuclear Association, le parc nucléaire mondial de puissance se stabilise autour de 415 réacteurs en service, pour une capacité installée totale d'environ 379 GW(e). Le chantier nucléaire reste très actif, avec 73 à 74 réacteurs en cours de construction, représentant près de 78 GW(e) supplémentaires, tandis qu'environ 120 réacteurs sont formellement planifiés dans une dizaine de pays. La part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité s'établit aux alentours de 9,2 % un chiffre qui masque de fortes disparités nationales, et constitue aujourd'hui la deuxième source d'électricité à faibles émissions après l'hydroélectricité, produisant environ 20 % d'électricité de plus que l'énergie éolienne, 70 % de plus que l'énergie solaire photovoltaïque et quatre fois plus que la bioénergie en 2023. Selon l'AIE, les investissements annuels dans le nucléaire, englobant à la fois les nouvelles centrales et la prolongation de la durée de vie des centrales existantes, ont augmenté de près de 50 % au cours des trois années écoulées depuis 2020, dépassant 60 milliards de dollars américains. En entrant dans le détail par pays, les États-Unis conservent le plus grand parc opérationnel avec 94 réacteurs, et amorcent une relance industrielle marquée par des projets de grands réacteurs AP1000 et le redémarrage d'unités mises à l'arrêt, comme à Three Mile Island. La Chine occupe une position unique, elle concentre à elle seule plus de la moitié des chantiers mondiaux (39 réacteurs en construction) et prévoit d'en lancer 41 autres, ce qui la propulse au deuxième rang mondial pour le nombre d'unités en service. La

France affiche toujours la plus forte dépendance au nucléaire, qui fournit entre 65 et 67 % de son électricité, et elle engage à la fois un programme de prolongation de durée de vie et le lancement d'une nouvelle génération de grands réacteurs. La Russie, avec plus de 34 réacteurs domestiques, s'impose comme un exportateur majeur, avec des chantiers actifs en Égypte, en Turquie et au Bangladesh. L'Inde (8 réacteurs en construction), la Corée du Sud, le Royaume-Uni, le Canada, ainsi que des entrants récents comme les Émirats arabes unis ou la Turquie, complètent ce paysage multipolaire. Dans les économies émergentes et en développement, l'énergie nucléaire ne représentait que 5 % de la production totale d'électricité en 2023, avec des réacteurs en exploitation dans 13 pays. Parmi ces pays, l'Ukraine affichait la part nucléaire la plus élevée, à environ 50 %, suivie du Bélarus, à plus de 35 %, l'Arménie, les Émirats arabes unis, la Russie et le Pakistan dépassaient les 10 %.

En ce qui concerne les évolutions technologiques, la grande nouveauté de 2026 est le passage des petits réacteurs modulaires (SMR) de la conception à la réalisation concrète, des chantiers sont désormais ouverts au Canada (Darlington SMR1), en Russie et en Chine. Par ailleurs, l'intérêt des géants du numérique (Google, Amazon, Microsoft) pour alimenter leurs centres de données en électricité nucléaire pilotable et bas carbone constitue un moteur inattendu mais puissant de cette filière sous l'effet de la numérisation et de l'essor de l'intelligence artificielle. Des centres de données alimentés à l'énergie nucléaire sont également prévus en Inde, au Japon et en Suède. Sur le plan climatique, le nucléaire est de plus en plus reconnu comme un complément indispensable aux énergies renouvelables intermittentes, ce qui a conduit l'AIEA et la Banque mondiale à intensifier leur coopération pour le financement de projets, notamment dans les pays émergents, en cohérence avec l'objectif mondiale de tripler la capacité nucléaire. Au-delà de la production d'électricité pour les réseaux, le recours aux centrales nucléaires pour le dessalement de l'eau de mer constitue une option largement préconisée par de nombreux pays. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), environ 2 000 pétajoules d'énergie ont été consacrés mondialement à cette activité en 2023,

et cette consommation devrait quasiment doubler à l'horizon 2030. Plusieurs pays, dont la Chine, l'Inde, l'Égypte, le Japon, la Jordanie, le Kazakhstan, le Pakistan et la Russie, ont déjà mis en œuvre des systèmes de dessalement d'eau de mer à énergie nucléaire. L'Inde exploite actuellement la plus grande usine de dessalement nucléaire au monde, mais celle-ci, d'une durée de vie de 25 ans, devrait arriver à son terme en 2028, deux nouvelles usines de dessalement à énergie nucléaire sont prévues pour la remplacer. La centrale nucléaire de Taiwan, en Chine, a également été utilisée pour le dessalement. Le réacteur KANUPP-1 du Pakistan, qui avait été modernisé en 2010 pour fournir de la chaleur destinée au dessalement de l'eau de mer a été arrêté en 2021. Une autre option supplémentaire de l'énergie nucléaire est l'utilisation de la chaleur excédentaire pour le chauffage domestique, L'exploitation de la chaleur fatale nucléaire pour le chauffage domestique repose sur la cogénération thermique, un principe thermodynamique éprouvé qui consiste à prélever une partie de la vapeur au niveau des turbines du circuit secondaire pour alimenter des échangeurs de chaleur, faisant grimper le rendement global d'une centrale de (33% à près de 80%). La sécurité du procédé est absolue grâce à l'utilisation de circuits intermédiaires étanches qui garantissent l'absence de tout contact direct entre l'eau de la centrale et l'eau circulant sous les routes. À l'échelle mondiale, plus de soixante réacteurs exploitent cette technologie, à l'instar du projet de Haiyang en Chine, qui alimente un caloduc de 23 km pour chauffer 30 millions mètres carrés, ou des réseaux historiques en Russie, en Suisse et en Suède. En France, la centrale de Cattenom développe un réseau pour alimenter l'équivalent de 80000 foyers en Moselle. Il est également important de noter que le transport de l'eau chaude subit des pertes thermiques en ligne qui rendent le coût des canalisations isolées prohibitif au-delà d'un rayon de 50 à 100 km. De plus, plusieurs modèles de réacteurs avancés sont actuellement en développement et peuvent fournir de la chaleur à une température supérieure à 800 °C, offrant ainsi un large éventail d'applications possibles.

(A suivre)

OULED DJELLAL

10 nouveaux bus pour l'Etablissement public de transport urbain et suburbain

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Ouled Djellal a été renforcé, au titre d'une première tranche, par 10 nouveaux bus, en exécution de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative au renouvellement de la flotte nationale de transport en commun, a indiqué, dimanche, le directeur des transports, Ali Hachaïchi. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette opération a été effectuée "sous la supervision et le suivi direct du wali d'Ouled Djellal, Abderahmane Dehimi, ainsi que des responsables du secteur des transports". Ajoutant que cette livraison comprend 5 bus de 35 places et 5 bus de 24 places, M. Hachaïchi a indiqué que ces véhicules "se distinguent par leur équipement modernes de haut de gamme, avec notamment des caméras de surveillance, qui garantissent le confort et la sécurité des voyageurs". Cette opération "s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le service de transport public et à éliminer les lacunes enregistrées dans ce domaine, permettant ainsi de fournir des moyens de transport assurant le déplacement des citoyens dans de meilleures conditions", selon le directeur des transports.

APS

CONSTANTINE

Session régionale de formation sur la fabrication de la Djouzia

Une session régionale de formation sur la fabrication de la Djouzia, a été lancée dimanche dans la wilaya de Constantine, à l'initiative de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Financée par le ministère du tourisme et de l'artisanat, cette formation cible 26 jeunes issus de 12 wilayas de l'Est et du Sud -Est du pays à l'instar de Touggourt, Ouargla, Skikda, Biskra, Annaba, Tébessa, Guelma, Bordj Bou Arreridj et Constantine, a précisé à l'APS le directeur de la CAM, Abdelghani Sifer. Il s'agit de cours théoriques et pratiques qui sont dispensés à l'école de formation et de mise à niveau de la CAM et encadrés par un enseignant spécialisé jouissant d'une expérience de plus de 30 ans, a-t-il souligné, relevant que cette formation sera sanctionnée par un diplôme permettant aux jeunes concernés de "créer leur propre micro-entreprises spécialisées en la matière avec l'aide et sous la supervision de cet organisme. L'objectif recherché à travers ce stage de formation de 5 jours, est "la sauvegarde de ce type de confiseries traditionnelles constantinoise, l'échange des expériences et connaissances entre les participants et la préservation de ce savoir-faire artisanal, selon M. Sifer. Une session de formation similaire au profit d'une dizaine de jeunes filles de la wilaya de Constantine, a été organisée le début du mois d'avril dernier, à l'occasion de la manifestation culturelle et patrimoniale "Printemps de Constantine, a-t-on rappelé"

APS

GUELMA

Séminaire régional sur la gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales à l'ère du numérique

La wilaya de Guelma a accueilli, dimanche, dans le cadre d'une série de séminaires organisés par la direction générale des archives nationales en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, un séminaire régional sur "La gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales à l'ère du numérique."

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été présidée par le directeur général des archives nationales, Mohamed Bounaâma, en présence du wali, Samir Chibani, de représentants du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de représentants d'organismes nationaux, des secrétaires généraux et chefs des services des archives des wilayas de Tébessa, de Khenchela, de Batna, d'Oum El Bouaghi, de Barika, de Bir El Ater et les secrétaires généraux des communes de ces wilayas. M. Bounaâma a souligné, dans son discours d'ouverture, que la gestion des documents et des archives des collectivités locales représente "une responsabilité institutionnelle partagée" qui nécessite "une prise de conscience de l'importance et de la valeur du document, et un engagement à le protéger et à développer des méthodes pour le traiter". Il a également indiqué que l'un des axes principaux de ce séminaire consiste à expliquer "la façon d'accompagner la transformation numérique et les exigences de la transition organisée du document papier au document numérique", à "garantir l'authenticité et l'intégrité des documents électroniques", "assurer leur conservation et leur récupération" et ce, dans le cadre de la stratégie encadrée par le haut-commissariat à la numérisation (HCN)". Le même responsable a déclaré à la presse que ce séminaire régional, le quatrième



d'une série de rencontres régionales organisées par la direction générale des archives nationales, se penchera avec une attention particulière sur les archives antérieures à 1962 conservées au niveau des collectivités locales, et qui sont considérées comme "l'un des composants principaux du patrimoine documentaire national et de la mémoire nationale". M. Bounaâma a également mis l'accent sur la valorisation des ressources humaines actives dans le domaine des archives, et leur accompagnement afin de leur permettre de maîtriser la gestion des documents numériques.

Les travaux de ce séminaire ont été marqués par plusieurs interventions axées sur le thème de la "Gestion des documents d'activité et d'archives des collectivités locales dans l'environnement numérique" et la présentation de rapports des wilayas relatifs à l'état du stock d'archives des collectivités locales, en plus de l'organisation de trois ateliers de travail portant sur "Les procédures de gestion des documents et des activités d'archives des collectivités locales", "La structuration de la fonction d'archives" et "La protection et le traitement des archives historiques antérieures à 1962".

APS

BEJAIA

Des opérations de curage lancées depuis le mois d'août dernier

Plus de 4.000 avaloirs et regards ont été curés depuis le début du mois d'août dernier à ce jour dans la wilaya de Bejaia, en prévision de la saison des pluies, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'unité de wilaya de l'Office national de l'assainissement (ONA). Les opérations de curage lancées en prévision de la saison des pluies ont touché, depuis le 1 août dernier

à ce jour, un total de 4.008 avaloirs et regards à travers toutes les communes de la wilaya, a indiqué à l'APS, Mourad Atmaniou, directeur de l'unité de l'ONA de Bejaia. Il a ajouté que le linéaire du réseau d'assainissement ayant fait l'objet d'un curage et d'un nettoyage durant la même période s'élevait à 50 km, tandis que le volume des déchets évacués dans le cadre de ces opérations

avoisinait les 160 m3. Le même responsable a indiqué que les points noirs recensés dans la wilaya constituaient une priorité pour l'ONA lors des interventions, précisant que la majorité d'entre eux avaient déjà été traités, à l'instar du point noir de Bir Slam à l'entrée sud de la ville de Bejaia et de la trémie d'Aâmriw. Des campagnes de curage de

grande envergure sont régulièrement organisées par les services de l'ONA durant la saison des pluies, à l'instar de la dernière opération menée fin septembre dans le chef-lieu de la wilaya, à laquelle ont participé plus de 120 agents venus des wilayas de Jijel, de Bouira, de Tizi Ouzou et de Sétif, a-t-il ajouté.

EL TARF

Pès de 1.000 logements seront distribués à l'occasion du 72^e anniversaire du déclenchement de la Révolution

Pas moins de 934 logement, relevant des différentes formules d'habitat, seront distribués dans la wilaya d'El Tarf à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution, a annoncé, dimanche, le wali, Mohamed Meziane. Intervenant à l'ouverture de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'année 2026, baptisée du nom du défunt président Liamine Zeroual, tenue au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif local a précisé

qu'il s'agit de 590 logements publics locatifs (LPL), 114 logements promotionnels libres, 50 logements promotionnels aidés (LPA) et 180 aides à l'habitat rural. Le wali a indiqué, à cette occasion que le taux d'occupation par logement (TOL) a diminué, dans la wilaya d'El Tarf, pour être porté à 3,74 personnes en 2026 alors qu'il était de 3,81 en 2026. Il a également révélé qu'il est prévu de distribuer 614 autres logement en décembre prochain, dont 511 LPL et 103 logements promotionnels, avant de rappler que 13.381 logement des diffé-

rentes formules ont été distribuées dans la wilaya de El Tarf depuis novembre 2023. M. Meziane a présenté, au cours de cette session de l'APW, un rapport sur les réalisations accomplies et les taux d'avancement des programmes inscrits dans les différents secteurs depuis 2023. L'ordre du jour de la réunion comportait également l'adoption, après débat, du budget primitif de 2027, l'examen du projet de reclassification des chemins de wilaya ainsi que de la rentrée sociale 2026-2027, notamment.

R E.

«Face aux géants américains et chinois, le temps de la coalition spatiale européenne est venu»

Le Sommet international sur l'espace organisé à Paris les 9 et 10 septembre a envoyé un signal crucial de mobilisation dans un contexte de durcissement géopolitique inédit au 21^e siècle. Cette capacité à mobiliser États membres, institutions européennes et industriels est la bonne méthode. Mais notre bonne volonté ne peut suffire : face à une compétition internationale effrénée, face au retour des empires, l'Europe doit changer d'échelle et de rythme.

Par Édouard Lepape,
CEO de NanoXplore (*)

C ar le monde ne nous attend pas. L'an dernier, plus de 85 % des satellites déployés dans le monde l'ont été par des acteurs américains ou chinois. L'Europe est marginalisée. Dans cette compétition, le défi dépasse la seule puissance des fusées ou la taille ou le nombre des satellites. Un élément critique reste trop souvent négligé : l'électronique. Un satellite moderne n'est plus une simple structure en orbite, c'est un supercalculateur volant. Avec l'essor de l'intelligence artificielle et du traitement des données en direct, nos infrastructures spatiales et nos systèmes de défense reposent intégralement sur ces micro-cerveaux. C'est précisément là que se trouve notre vulnérabilité. L'Europe ne produit aujourd'hui que 10 % des semi-conducteurs mondiaux. Aujourd'hui, la quasi-totalité des composants critiques que nous utilisons sont conçus aux États-Unis, nous soumettant au droit améri-

cain et aux règles d'exportation ITAR, et fabriqués en Asie. Les récentes pénuries de semi-conducteurs ont montré la fragilité de ces chaînes d'approvisionnement. Une crise politique dans le détroit de Taïwan, comme dans ceux d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb aujourd'hui, mettrait toute notre industrie spatiale et de défense à l'arrêt. Faut-il pour autant chercher à tout produire seuls ? Ce serait illusoire. La souveraineté ne signifie pas l'autarcie, elle consiste à choisir ses dépendances et à maîtriser les briques les plus sensibles. Sur ce terrain, l'Europe dispose de capacités industrielles de qualité. Le programme européen ULISSE en donne une preuve très concrète. En réunissant des équipes françaises, belges, italiennes et britanniques aux côtés de l'ESA (l'agence spatiale européenne), de la Commission européenne et du CNES, NanoXplore appartient au collectif européen qui produit la nouvelle génération des puces souveraines. Elles viendront équiper les futurs satellites de grands programmes européens d'observation et de navigation, comme Copernicus ou Galileo. Il faut désormais fédé-

rer ces forces et transformer l'essai pour passer du succès technologique au déploiement industriel à grande échelle. Et ainsi faire le poids face aux géants mondiaux. Dans la haute technologie, innover coûte cher, prend du temps et exige de la visibilité. L'Europe dépense déjà beaucoup, mais ses programmes et initiatives restent morcelées entre de trop nombreux guichets, agences et dispositifs nationaux. Cette dispersion dilue l'effort public et empêche nos entreprises d'atteindre la taille nécessaire pour financer les innovations de demain. Le sommet de Paris a montré que l'ambition existe. L'étape suivante doit être celle d'une coalition industrielle. Loin d'ajouter une structure administrative supplémentaire, bâtir cette coalition consisterait simplement à ordonner nos forces autour de trois priorités : D'abord, concentrer les financements sur les technologies dont nous ne pouvons accepter de dépendre. Ensuite, aligner les calendriers de l'ESA, de la Commission européenne, des agences nationales et des industriels

pour donner de la visibilité sur dix ans. Enfin, assumer une préférence européenne dans la commande publique. Développer nos propres technologies n'a de sens que si nos programmes leur donnent toute leur place. L'Europe n'a pas besoin de tout faire seule. Mais sur les technologies qui conditionnent sa liberté d'action et son accès à l'espace, elle doit pouvoir compter sur ses propres forces. Les talents sont là, les technologies existent. Donnons-nous enfin la discipline collective pour les unir. (*) Édouard Lepape est Directeur Général de NanoXplore, une entreprise française de la deep tech spécialisée dans les technologies avancées de FPGA et de semi-conducteurs. Diplômé de l'ESSEC Business School, il débute sa carrière dans les fusions-acquisitions et la finance d'entreprise chez Citibank, Bryan Garnier, KPMG et Barclays Capital, où il travaille sur des opérations de financement et de structuration dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'industrie. Source : La Tribune.fr ; publié le 03/10/2026

« La légitimité de la dette souveraine occidentale s'effrite-t-elle ? »

Par Amaury Goguel, professeur associé en finance, directeur de Masters en finance à SKEMA Business School (*)

L e marché obligataire change de régime. Le sujet n'est pas seulement le niveau des taux. C'est la hiérarchie du risque qui est en train de changer. Ce retournement résulte d'abord d'un choc d'offre. Les besoins de financement explosent : refinancement des dettes accumulées depuis le Covid en France et aux États-Unis, hausse des dépenses militaires en Allemagne, réarmement européen. Dans le même temps, certains acheteurs traditionnels se font plus sélectifs. Les investisseurs japonais rapatrient une partie de leurs capitaux ; les fonds souverains du Moyen-Orient consacrent davantage de ressources à leurs économies domestiques et à la défense. Le marché doit donc absorber plus de dette avec moins de demande captive. À cette tension s'ajoutent les investissements massifs dans l'intelligence artificielle, qui mobilisent eux aussi des capitaux considérables et peuvent accentuer les effets d'éviction. L'inflation complique encore l'équation. Avec un pétrole repassant au-

dessus de 100 dollars, le risque d'un nouveau choc d'offre ressurgit. Les banques centrales doivent composer avec une croissance qui ralentit, mais une inflation qui limite la vitesse à laquelle elles peuvent desserrer leur politique. Pourtant, le changement le plus profond est ailleurs : la dette souveraine occidentale n'est plus automatiquement l'actif de référence. Le cas français est révélateur. Certaines grandes entreprises peuvent désormais se financer à des conditions plus favorables que leur propre État. Le phénomène traduit une perception nouvelle : le bilan d'une grande entreprise internationale peut, dans certains cas, apparaître plus robuste que celui de l'État auquel elle appartient. Pendant des décennies, la hiérarchie était simple. Le souverain constituait le point de départ de la chaîne de financement. Le risque « ruisselait » du public vers le privé. Cette mécanique se fissure. Une multinationale peut disposer d'un bilan solide, de revenus diversifiés et d'un accès aux marchés de capitaux du monde entier. Un État, lui, reste confronté à une dette accumulée, à une base fiscale nationale et à des dépenses qu'il ne peut pas délocaliser.

La dégradation d'une signature souveraine continue de peser sur l'économie domestique. Mais elle ne détermine plus mécaniquement le risque de tous ses émetteurs privés. La frontière entre risque public et risque privé devient plus poreuse. Faut-il y voir une « tiers-mondisation » de la dette souveraine occidentale ? Le terme est volontairement provocateur. Il ne signifie évidemment pas que les grands pays européens ou les États-Unis seraient comparables aux économies émergentes les plus fragiles. Il décrit un changement de regard : la puissance économique, la taille du PIB ou l'appartenance au monde occidental ne suffisent plus à garantir une prime de risque faible. Les investisseurs regardent désormais avant tout la trajectoire : dette, déficit, croissance, capacité d'investissement et crédibilité budgétaire. Le paradoxe espagnol et portugais est instructif. Après la crise des dettes souveraines, ces deux pays ont engagé des ajustements parfois douloureux de leurs finances publiques et de leur économie. Une partie de ces efforts a contribué à restaurer leur crédibilité financière. La comparaison avec la France porte

donc moins sur le seul stock de dette que sur la perception de sa trajectoire. C'est là que se situe la véritable rupture. Pendant longtemps, la signature des grands États occidentaux bénéficiait d'une présomption de solidité. Cette présomption s'effrite. Dans un monde de réarmement, de compétition technologique et de fragmentation commerciale, le capital devient lui-même un enjeu stratégique. Les investisseurs ne financent plus indistinctement les États occidentaux. Ils arbitrent, comparent et sélectionnent. Le risque souverain redevient donc différencié. La dette publique occidentale n'est pas devenue fragile par nature. Elle est redevenue contestable par le marché. La crédibilité budgétaire cesse d'être une question comptable, elle redevient une condition de la puissance. (*) Amaury Goguel, professeur associé en finance, directeur de Masters en finance à SKEMA Business School. Ses activités de recherche sont conduites sous les auspices du « Skema Center for Global Risks ». Source : La tribune.fr, publié le 01/10/2026

LIBYE
Le
gouvernement
interdit
l'exportation
des produits
agricoles,
excepté les
dattes

En Libye, le ministre de l'Économie et du Commerce a publié la décision n° 493 de 2026 relative à la réglementation et au contrôle des opérations d'exportation, dans le cadre du suivi de la situation du marché intérieur, du renforcement de la sécurité alimentaire et de la garantie d'un approvisionnement stable en produits essentiels pour les citoyens. La décision prévoit l'interdiction d'exporter tous les produits agricoles, à l'exception des dattes, ainsi que l'interdiction, jusqu'à stabilisation de la situation du marché intérieur, d'exporter les produits des industries agroalimentaires fabriqués localement. Elle interdit également la réexportation de tous les types de biens et de produits importés. Le ministère libyen de l'Économie et du Commerce a précisé que cette décision s'inscrit dans le cadre des mesures visant à rétablir l'équilibre des marchés intérieurs, à garantir les besoins des consommateurs et à renforcer la stabilité de l'approvisionnement alimentaire durant la période actuelle, dans l'intérêt général de l'économie et afin de préserver la disponibilité durable des produits essentiels. Cette nouvelle décision intervient quelques mois après une mesure similaire prise par les autorités libyennes en avril dernier, lorsque le ministre de l'Économie avait publié la décision n° 191 de 2026 interdisant l'exportation des produits agricoles pour une durée de 90 jours, dans l'attente d'une coordination avec le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales ainsi qu'avec les autorités compétentes.

EGYPTE- PAYS DE L'UNION AFRICAINE

Les échanges commerciaux en hausse de 11,8 % sur les sept premiers mois de 2026

Les transferts de fonds des Egyptiens travaillant dans les pays de l'Union africaine se sont élevés à 191 millions de dollars au cours de l'exercice 2024-2025.

R I/Agence

La valeur des échanges commerciaux entre l'Egypte et les pays de l'Union africaine a augmenté de 11,8 % au cours des sept premiers mois de 2026, atteignant 6,1 milliards de dollars, contre 5,5 milliards de dollars sur la même période en 2025, selon l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS). Cette progression intervient alors que les travaux du 8e sommet de coordination de mi-année de l'Union africaine s'est tenue à Al-Alamein. La rencontre vise à accélérer la coopération économique régionale et continentale et à renforcer la coordination entre l'Union africaine et les communautés économiques régionales afin de faire avancer les priorités et les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique. Selon CAPMAS, les exportations égyptiennes vers les pays de l'Union africaine ont atteint 4,5 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2026, contre 4,3 milliards de dollars sur la même période de 2025, soit une progression de 3,4 %. La Libye arrive en tête des pays de l'Union africaine importateurs de produits égyptiens, avec des importations d'une valeur de 869

millions de dollars. Les machines et appareils électriques constituent le principal groupe de produits exportés vers les pays de l'Union africaine au cours des sept premiers mois de 2026, avec une valeur de 384 millions de dollars. Ils sont suivis du plastique et des produits fabriqués dans cette matière, avec 354 millions de dollars, du fer, de l'acier et de leurs produits, représentant 270 millions, des préparations alimentaires diverses, avec 205 millions, ainsi que des graisses et huiles d'origine végétale et animale, avec 176 millions de dollars. Dans le même temps, la valeur des importations égyptiennes en provenance des pays de l'Union africaine a progressé de 45,5 %, pour atteindre 1,6 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de 2026, contre 1,1 milliard de dollars sur la même période de 2025. La République démocratique du Congo arrive en tête des pays de l'Union africaine exportateurs vers l'Egypte, avec des importations égyptiennes d'une valeur de 360 millions de dollars. Le cuivre et ses produits ont représenté les principales importations des pays de l'Union africaine au cours des sept premiers mois de 2026, pour une valeur de 488 millions de dollars. Viennent ensuite les com-

bustibles, huiles minérales et produits de leur distillation, avec 239 millions de dollars, les perles, pierres précieuses, semi-précieuses et bijoux, avec 159 millions, le café, le thé et les épices, avec 152 millions, ainsi que les graines et fruits oléagineux et les plantes médicinales, avec 82 millions de dollars.

Transferts de fonds entre l'Egypte et les pays de l'Union africaine

Les données de CAPMAS montrent que les transferts de fonds des Egyptiens travaillant dans les pays de l'Union africaine se sont élevés à 191 millions de dollars au cours de l'exercice 2024-2025. Sur la même période, les transferts de fonds des ressortissants des pays de l'Union africaine travaillant en Egypte ont atteint 26,2 millions de dollars. Les investissements des pays de l'Union africaine en Egypte se sont élevés à 343 millions de dollars au cours de l'exercice 2024-2025. Dans le même temps, la valeur des investissements égyptiens dans les pays de l'Union africaine a atteint 756 millions de dollars sur la même période.

ARABIE SAOUDITE

Arrêt de l'oléoduc Est-Ouest après une attaque dimanche

Le transport de pétrole par l'oléoduc Est-Ouest en Arabie saoudite a de nouveau été interrompu, après une attaque dimanche dans l'est du royaume revendiquée par les Houthis du Yémen, a indiqué lundi à l'AFP une source du secteur énergétique. "L'oléoduc Est-Ouest a de nouveau été attaqué hier", a déclaré cette source sous couvert d'anonymat. "Une station de pompage située à Khurais, à l'est de Ryad, a été tou-

chée. Elle n'avait jamais été visée auparavant. Les dégâts sont importants et les pompes ont de nouveau été interrompus", a-t-elle ajouté. Cette artère stratégique, qui relie les champs pétroliers de l'est du royaume à la mer Rouge en contournant le détroit d'Ormuz, avait déjà été mise à l'arrêt du 11 au 22 septembre après des frappes lancées depuis l'Irak, selon Ryad. L'oléoduc est devenu crucial pour l'Arabie saoudite, premier exportateur

mondial de brut, depuis que l'Iran a imposé de sévères restrictions à la navigation dans le détroit d'Ormuz au début de la guerre au Moyen-Orient, entravant la principale voie d'acheminement du pétrole du royaume vers les marchés internationaux. Les Houthis, combattants pro-iraniens au Yémen, avaient affirmé dimanche avoir visé à l'aide de missiles balistiques et de drones des sites du géant pétrolier Aramco à Ryad et dans la région pétrolière de Khurais, dans l'est

du royaume. "Les frappes ont été précises et ont provoqué d'importants incendies sur les sites visés", avait affirmé leur porte-parole militaire, Yahya Saree. La veille, les Houthis avaient déjà revendiqué une attaque contre un site d'Aramco au sud de Ryad, où un journaliste de l'AFP avait vu des flammes et de la fumée. L'Arabie saoudite soutient le gouvernement yéménite que combattent les Houthis.

ARTISANAT

Le savoir-faire tunisien exposé à La Valette lors d'une manifestation dédiée au design

L'Office national de l'artisanat a pris part, en coordination avec l'ambassade de Tunisie à Malte, à une manifestation consacrée au design organisée à La Valette. Cuir, fibres végétales et tissage traditionnel y ont représenté la production artisanale tunisienne. L'Office national de l'artisanat (ONAT) a participé à une manifestation dédiée au design, qui s'est tenue du 28 septembre au 3 octobre 2026 à La Valette, capitale de Malte. L'événement était organisé par l'institution maltaise chargée de l'artisanat, a indiqué l'Office di-

manche soir sur sa page officielle. La participation tunisienne, assurée en coordination avec l'ambassade de Tunisie à Malte, a consisté en l'exposition d'un échantillon de créations et de produits artisanaux tunisiens. Parmi les spécialités mises en avant figurent notamment le cuir, les fibres végétales et le tissage manuel traditionnel. Selon l'Office, cette présence a mis en valeur la diversité du produit artisanal tunisien et sa capacité à conjuguer l'authenticité du patrimoine artisanal avec le design contemporain, l'innovation et le renouvellement, de quoi ren-

forcer son attrait auprès des consommateurs, des professionnels et des marchés internationaux.

Un public international

La manifestation a attiré un nombre important de visiteurs de différentes nationalités, ainsi que des résidents à Malte, des touristes et des passionnés d'artisanat et de design. Une occasion de faire connaître les produits tunisiens et la richesse du pays dans les différents métiers de l'artisanat. Le programme comprenait également

des rencontres et des débats portant sur les tendances actuelles du design, l'innovation dans les produits et le rôle du design dans le développement du produit et son adaptation aux besoins des marchés internationaux. Cap sur les marchés à l'export Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Office national de l'artisanat visant à faire connaître l'artisanat tunisien, à renforcer sa présence sur les marchés à l'exportation et à ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises artisanales.

R I.

BIDC

40 projets attendus au prochain Forum d’investissement de la CEDEAO, à Lomé en avril 2027

A Lomé, la BIDC a lancé la préparation du Forum d’investissement de la CEDEAO (EIF), prévu les 7 et 8 avril 2027. L’événement devrait réunir plus de 500 participants autour de 40 projets et programmes, avec 4 espaces de négociation. La Banque entend rapprocher porteurs de projets et investisseurs, dans un contexte régional marqué par les chocs extérieurs et des besoins de financement croissants.

Synthèse R I.

Le rendez-vous est donné pour la prochaine édition du Forum d’investissement de la CEDEAO (EIF), qui se tiendra à Lomé, les 7 et 8 avril 2027. L’événement, placé sous le thème « Résilience et transformation : naviguer dans un contexte mondial incertain et libérer une croissance inclusive en Afrique de l’Ouest », a été lancé le mardi 29 septembre 2026 dans la capitale togolaise, où est basée la Banque d’Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), l’institution de développement sous-régionale qui l’organise. La Banque veut faire de cette 2e édition du Forum un outil de rapprochement entre porteurs de projets et financeurs. Les organisateurs annoncent 40 projets et programmes à présenter, quatre espaces

de négociation et des participants issus d’au moins 15 pays. Le site du forum indique que l’événement vise à faciliter les partenariats d’investissement. Selon le programme annoncé, la rencontre doit réunir plus de 500 participants, dont 200 acteurs du développement, dirigeants d’entreprises, représentants d’agences publiques et experts. Ismaël Nabé, ministre guinéen et président du Conseil des gouverneurs de la BIDC, a insisté sur la préparation des projets et leur capacité à répondre aux exigences des investisseurs. « Nous voulons créer les conditions permettant aux investisseurs de prendre des décisions », a-t-il déclaré. L’accent mis sur la concrétisation répond à une difficulté récurrente du financement du développement : transformer les besoins d’investissement en projets struc-

turés, capables d’attirer des capitaux privés ou des cofinancements. La BIDC dit vouloir y contribuer en réduisant les risques, en structurant les opérations et en mobilisant des partenaires financiers. « Nous voulons réunir les projets, leurs promoteurs et les financiers », a expliqué George Agyekum Donkor, président de la Banque. Le forum de 2024, également organisé à Lomé, avait attiré plus de 700 participants venus de plus de 20 pays et accueilli la signature de trois protocoles d’accord, selon les responsables de la BIDC. Ces accords portaient sur environ 439 millions USD, d’après le discours d’ouverture de Mr. Donkor. La Banque indique que certains des projets concernés sont en cours de financement.

MAÏS

OGM et droits de douane ferment le marché kényan à l’Afrique du Sud

La sécheresse oblige le Kenya à rechercher des volumes de maïs sans précédent à l’étranger. Avec une récolte abondante et d’importantes disponibilités à l’exportation, l’Afrique du Sud pourrait sembler bien placée, mais... 10 septembre 2026. À Lusaka, l’Agence zambienne des réserves alimentaires (Food Reserve Agency, FRA) signe un accord pour expédier 540 000 tonnes de maïs blanc au Kenya. Cette cargaison doit être livrée en six lots, les cinq premiers devant chacun atteindre 100 000 tonnes, tandis que le der-

nier portera sur 40 000 tonnes. Côté zambien, ce deal, dont le montant n’a pas été révélé, ne pouvait pas mieux tomber. Avec une récolte qui devrait frôler les 5 millions de tonnes cette année grâce à une météorologie clémente, le deuxième producteur de maïs d’Afrique australe dispose à nouveau de surplus confortables, qui peuvent lui permettre de se positionner dans le commerce intrarégional de la denrée. Pour les autorités kényanes, il s’agit aussi d’un approvisionnement d’appoint dans un contexte où la ré-

colte de maïs devrait chuter de 40 % cette année. Dans un pays où les périodes de sécheresse ainsi que les pluies insuffisantes ou irrégulières ont pesé sur les rendements, le recours à un tel volume doit contribuer à limiter les tensions sur l’offre et les prix de la denrée à court terme. Mais les besoins internes restent considérables. L’Association des minotiers céréaliers (CMA) a demandé au gouvernement d’autoriser l’importation en franchise de droits de douane de près de 3 millions de tonnes de maïs blanc. Une requête toujours

en cours d’examen par le ministre de l’Agriculture et du Développement de l’élevage. Avec une moyenne de 500 000 tonnes pour 17 milliards de shillings par an (130 millions de dollars) entre 2021 et 2025, selon les données officielles, le Kenya est le quatrième plus gros importateur africain de maïs derrière l’Égypte, l’Algérie et le Maroc. L’offre, qui fluctue au gré des conditions climatiques, peine structurellement à couvrir une demande qui dépasse chaque année les 4,5 millions de tonnes.

R.E

CAMEROUN

Afreximbank accorde 45,3 millions \$ à Prometal pour financer son activité

Après avoir mobilisé 54,4 milliards FCFA (93,8 millions \$) pour son projet ProAlu en 2025, Prometal obtient un nouveau financement d’Afreximbank. Cette facilité renouvelable doit accompagner le cycle d’exploitation du groupe, alors que celui-ci poursuit le développement de ses activités industrielles au Cameroun. La Banque africaine d’import-export (Afreximbank) a annoncé, mercredi 30 septembre, l’octroi d’une facilité renouvelable de fonds de roulement de 40 millions d’euros (45,3 millions \$) à Prometal SA. Le financement doit permettre au groupe de couvrir ses besoins liés à son cycle d’exploitation. Afreximbank estime que cette facilité permettra à Prometal de mieux répondre à la demande croissante de produits sidérurgiques et métalliques au Cameroun. La banque présente également l’opération comme un moyen de renforcer les capacités

de production locales et les chaînes de valeur industrielles africaines. « Cette facilité s’inscrit en droite ligne de l’engagement pris par Afreximbank d’accélérer l’industrialisation, afin de garantir que le continent tire le meilleur parti de ses ressources naturelles », a déclaré George Elombi, président d’Afreximbank et du conseil d’administration. Et d’ajouter : « en identifiant et en développant les capacités des champions industriels africains, tels que Prometal SA, la Banque renforce les capacités de production locales de l’Afrique et crée des chaînes de valeur nationales et régionales ».

ProAlu, un précédent financement industriel

La nouvelle facilité intervient un an après une opération de financement en faveur de ProAlu, une filiale du groupe spécialisée dans la transformation de l’aluminium. En septembre 2025, celle-ci avait mobilisé 54,4

milliards FCFA auprès de BGFI Bank, Société Générale Cameroun, Afriland First Bank et Proparco. Dans le détail, BGFI Bank avait apporté 15,5 milliards FCFA, Société Générale Cameroun 15 milliards, Proparco 15 milliards et Afriland First Bank 8,9 milliards. L’opération avait été arrangée par Afriland First Bank, Société Générale Côte d’Ivoire et BGFI Capital. Le projet ProAlu visait à développer les activités du groupe dans la transformation de l’aluminium et du cuivre, avec l’objectif affiché de réduire les importations de produits métalliques. Les deux opérations répondent toutefois à des besoins différents. Les ressources mobilisées en 2025 étaient destinées au développement d’une nouvelle capacité industrielle, tandis que la facilité accordée par Afreximbank en 2026 servira à financer les besoins de trésorerie liés à l’exploitation des activités du groupe.

Agence

GHANA

Tullow Oil avance vers sa prochaine campagne de forage prévue mi-2027

Endettée, la compagnie pétrolière britannique Tullow Oil cherche à ralentir le déclin de ses puits. Elle affirme vouloir créer davantage de valeur avec ses prochains forages au Ghana et se dit confiante de dégager de la trésorerie. Tullow Oil progresse vers sa prochaine campagne de forage pétrolier au Ghana. Le groupe a attribué à Noble Corporation, prestataire de forage, un contrat pour jusqu’à 10 puits, avec un démarrage attendu à la mi-2027. Tullow a confirmé, dans son rapport semestriel publié lundi 28 septembre, le contrat initialement rendu public par Noble. Concrètement, le marché entre les deux compagnies concerne le Noble Faye Kozack, un navire équipé pour forer le sous-sol marin. Blake Denton, vice-président senior de Noble chargé du marketing et des contrats, y voit le reflet d’une solide relation avec Tullow. La campagne de forage 2027-2028 suit celle de 2025-2026, achevée en septembre. Celle-ci a permis à Tullow de mettre en service six puits producteurs et un puits d’injection d’eau, qui maintient la pression, sur le champ pétrolier en mer de Jubilee, le plus important du Ghana. Le rapport semestriel de Tullow précise que ces nouveaux puits produisent au-delà des prévisions. Ainsi, au terme du premier semestre, Tullow a produit 43 700 barils équivalents pétrole par jour. Il ne compte que la part de Tullow dans chaque champ, exploité avec des partenaires. Tullow s’attend à se situer dans le haut de sa prévision annuelle moyenne, fixée entre 34 000 et 42 000 barils équivalents pétrole par jour, précise le document.

R.E

CÔTE D’IVOIRE Le pays ouvre la voie à l’intégration de l’IA dans la pédagogie

Alors que la Côte d’Ivoire cherche à rapprocher davantage l’enseignement technique des besoins de son économie, l’intelligence artificielle s’impose comme un nouvel outil pour faire évoluer les compétences que les établissements doivent transmettre aux futurs travailleurs. La Côte d’Ivoire ne se limite plus à introduire l’intelligence artificielle (IA) dans les programmes destinés aux apprenants. Elle commence par préparer ceux qui transmettent les compétences. Le pays a lancé, jeudi 17 septembre, un programme destiné à former 3 000 enseignants, encadreurs pédagogiques et chefs d’établissement de l’enseignement technique et de la formation professionnelle à l’usage pédagogique de l’IA. Le dispositif bénéficie de l’appui technique de l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO). Un pilote pour transformer les pratiques pédagogiques La première phase du programme concernera 1 000 enseignants de la zone d’Abidjan, du 1er octobre au 30 décembre. Le dispositif combinera des enseignements à distance et des sessions en présentiel animées avec des experts de l’UNESCO. D’après les autorités, près de 2 000 personnes étaient déjà inscrites au lancement.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales dans le vert malgré une inflation américaine persistante

Les Bourses mondiales progressent vendredi, après la publication des chiffres de l'inflation américaine et le recul des prix de l'énergie, à l'approche de la prochaine décision de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'inflation ne s'est pas calmée en août aux Etats-Unis. L'indice des prix à la consommation (CPI) a progressé de 3,4% sur un an en août, le même rythme - élevé - qu'en juillet, selon des données officielles publiées vendredi. D'un mois sur l'autre, l'inflation a même accéléré, à 0,4% (contre 0,1% en juillet). Sur les marchés, "le soulagement face à l'absence de mauvaise surprise lors de la publication des chiffres de l'inflation américaine était clairement perceptible", relève Andreas Lipkow de CMC Markets, la majorité du rapport correspondant aux attentes des analystes. En conséquence, les marchés d'actions se maintiennent sur la séance. A New York, vers 18H00, le Dow Jones gagnait 1,04%, l'indice Nasdaq prenait 1,24% et l'indice élargi avançait de 1,08%. En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,78%, Francfort 0,82%, Londres a gagné 0,39% et Milan a pris 1,36%. Zurich a bouclé sur un gain de 0,26% à 13'775,27 points.

L'attention tournée vers la Fed

"Sans surprise, l'énergie est restée le principal facteur à l'origine des tensions sur les prix, continuant de représenter l'essentiel de la hausse de l'inflation", commente

Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN AMRO Investment Solutions. La publication du rapport sur l'inflation américaine était précédée d'une tension inhabituelle à quelques jours de la prochaine décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). "Les probabilités de marché d'une hausse des taux la semaine prochaine sont passées à environ 90%, contre moins de 70% avant la publication des chiffres, ce qui laisse entendre que la décision est désormais quasiment acquise", souligne Neil Wilson, analyste chez Saxo UK. Cette publication renforce même la perspective "de plusieurs hausses de taux à court terme", estime Jeff Schulze, responsable de la stratégie économique et de marché chez ClearBridge Investments. Sur les marchés obligataires, le rendement de l'emprunt américain à échéance 10 ans évoluait à 4,93% contre 4,96% jeudi à la clôture. Le taux d'intérêt à échéance deux ans, plus sensible aux évolutions de la politique monétaire, s'établissait à près de 4,61% contre 4,59% la veille. "La persistance de l'inflation et les incertitudes budgétaires rendent difficile l'hypothèse selon laquelle les pressions sur le marché obligataire disparaîtront rapidement", souligne Stephen Innes, gérant de

SPI AM. "Des rendements obligataires plus élevés maintiennent l'appétit pour le risque sous contrôle", poursuit-il.

Le pétrole recule

"Parallèlement, les prix de l'énergie restent le thème central sur les marchés financiers", souligne Andreas Lipkow. Les prix du brut cèdent du terrain "après que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a révisé à la baisse ses prévisions de demande mondiale", explique Patrick Munnely, de Tickmill Group. "La demande mondiale de pétrole devrait diminuer de 2,5 millions de barils par jour (mb/j) en glissement annuel en 2026", soit 940'000 barils par jour de moins que prévu le mois dernier, selon l'AIE. Vers 18H00, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, cédait

2,63% à 104,80 dollars. Son équivalent américain, le WTI, lâchait 2,88% à 99,53 dollars. Le prix du gaz naturel européen suivait le pétrole à la baisse vendredi : le contrat à terme du TTF néerlandais cédait 2,76%, à 79,78 euros le mégawattheure. Par ailleurs, l'Iran tiendra lundi à Oman des discussions avec des pays du Golfe au sujet du stratégique détroit d'Ormuz, verrouillé par Téhéran en représailles à la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël, a annoncé vendredi la diplomatie iranienne. "Les perturbations des chaînes d'approvisionnement en Arabie saoudite, provoquées par les attaques des rebelles houthis, (avaient) renchéri les cours des différentes variétés de pétrole ces derniers jours", rappelle Andreas Lipkow.

Agence

MARCHÉS EN ASIE VERT
Rebond après les chiffres décevants de l'emploi aux Etats-Unis

Les Bourses asiatiques se reprennent lundi sous l'effet de chiffres de l'emploi de nature à apaiser les craintes de hausse de taux aux Etats-Unis et du recul des prix du pétrole. Les indices asiatiques ont emboîté le pas à ceux de Wall Street, qui ont clôturé en hausse vendredi en réaction aux données très attendues sur l'emploi américain. Le chômage a légèrement grimpé le mois dernier aux Etats-Unis, passant de 4,1 % à 4,2 %, et les créations d'emploi ont surpris par leur faiblesse, à 29.000 contre 85.000 attendus par les marchés. Les marchés ont immédiatement réévalué la probabilité d'une hausse des taux de la Réserve fédérale (Fed), l'outil FedWatch du CME ne l'évaluant plus qu'à un peu plus de 20 %, contre plus de 65 % au début de la semaine dernière. La perspective d'une stabilité des coûts d'emprunt a particulièrement bénéficié aux marchés où pèsent les valeurs technologiques, les entreprises de ce secteur s'appuyant sur la dette pour financer leurs vastes investissements. Vers 04H00 GMT, l'indice de référence Nikkei

de la Bourse de Tokyo progressait de 2,26 % à 69.855,56 points. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était en très légère baisse de 0,09 % à 23.951,92 points. L'indice Taiex bondissait lui de 2,49 % à 49.684,38 points. Les Bourses de Chine continentale et celle de Séoul étaient fermées pour jour férié. Le moral a également été soutenu par la décision des dirigeants du G7 de libérer jusqu'à 100 millions de barils de gazole et pétrole brut dans les quatre mois, et de ne pas interdire les exportations entre pays membres comme menaçaient de le faire les Etats-Unis, pour tenter de réduire la pression sur les prix des carburants. Les cours de l'or noir ont donc prolongé leur recul de vendredi. Vers 04H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, reculait de 0,71 % à 101,52 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, baissait de 1,13 % à 90,08 dollars.

APS

BOURSE ZURICH

Bouffée de confiance à l'orée de la nouvelle semaine

La Bourse suisse démarrait la séance de lundi d'un bon pied, dans le sillage d'une clôture à l'avenant des principaux indices new-yorkais vendredi. Plus mauvaises qu'escompté, les dernières indications sur le marché de l'emploi au pays de l'oncle Sam tendent à éloigner le spectre d'un nouveau relèvement des taux de la Réserve fédérale (Fed) dès le mois d'octobre, ravivant subtilement l'appétit au risque des investisseurs. "Le repli du pétrole vers 101,50 dollars le baril soutient également

le sentiment, même si la hausse globale des rendements reste une source de fragilité," nuance John Plassard, associé chez Cité Gestion. "La probabilité d'une hausse en octobre est tombée à 16%, même si la présidente de la Fed de Dallas réclame encore au moins 50 points de base de hausses," abonde Jean-Marc Sabet, patron de B-Shape. L'agenda conjoncturel en Suisse ne comptait pour seule entrée que les nuitées hôtelières sur les huit premiers mois de l'année. Le mois

d'août est venu péjorer encore une performance déjà en retrait au préalable. Ailleurs, la confiance des consommateurs japonais est demeurée morose en septembre. Est encore attendu le moral des responsables d'achats en zone euro et aux Etats-Unis en septembre. Le Vieux continent doit aussi livrer un point de situation sur les prix à la production en août. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,28% à 13'699,02 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,29% à 2217,01

points et le Swiss Performance Index (SPI) élargi de 0,28% à 19'451,33 points. Sur les trente principales valorisations, 19 progressaient, quatre hésitaient encore et sept reculaient. Si le paquebot alimentaire Nestlé restait à quai, les poids lourds pharmaceutiques Roche (+0,1%) et Novartis ((+0,8%) contribuaient à faire pencher la balance du bon côté. Dans une actualité des entreprises insignifiante, les commentaires d'analystes constituaient les principaux catalyseurs de mouvement.

Le chimiste verniolan des arômes et des parfums Givaudan (+1,7%) était le grand gagnant à cet égard, propulsé par une recommandation à l'achat de la part de Barclays. Le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+0,6%) profitait des lauriers tressés par Goldman Sachs pour sa division joaillerie. Sur le marché élargi, l'horloger biennois Swatch Group (porteur - 0,6%) se voit sanctionné d'une recommandation à la vente de sa porteur par le même Goldman Sachs.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Octobre 2026

Valeur : 07 Octobre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6405	133.6555
1	EUR	EURO		151.1741	151.2178
1	GBP	POUND STERLING		176.4231	176.4895
100	JPY	JAPANESE YEN		84.7220	84.7530
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9327	19.9352
1	CHF	SWISS FRANC		161.2069	161.2639
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.8026	93.8328
1	DKK	DANISH KRONE		20.0764	20.0817
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.2812	13.2839
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8475	13.8510
1	AED	UAE DIRHAM		36.3865	36.3926
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5938	35.5997
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.8977	434.0874
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6263	45.0748
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7116	13.7132
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8088	20.9154
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3360	3.3464
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.2233	181.2233

DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les bénéfices des raffineries américaines ont été multipliés par quatre

Les marges des raffineurs ont explosé depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, tirant les prix du carburant à la hausse, et notamment du diesel. Les profits des raffineries ont explosé dans le sillage de la guerre au Moyen-Orient.

Synthèse R.I.

Aux États-Unis, les huit raffineurs indépendants cotés en Bourse devraient annoncer avoir enregistré des bénéfices cumulés de 28,8 milliards d'euros (32,4 milliards de dollars) au cours des six derniers mois, soit quatre fois plus qu'à la même période l'an passé (6,05 milliards d'euros), selon le Financial Times. Les grandes compagnies pétrolières, comme ExxonMobil et Chevron, réalisent également des profits très importants. Le prix de leur matière première — le pétrole brut — a considérablement grimpé, mais moins que leurs marges de raffinage. Celles-ci atteignent des niveaux records, alors que l'offre de produits pétroliers a été réduite par la guerre au Moyen-Orient et les bombardements contre des raffineries en Russie. Dans ce contexte, les raffineries américaines tournent à plein régime.

L'Europe s'est notamment tournée vers les États-Unis pour s'approvisionner en produits raffinés, et notamment en diesel, par manque d'installation sur son sol. 50% du diesel importé par les membres de l'Union européenne au mois d'août venait des États-Unis, selon la Commission. Le cabinet Rystad Energy note ainsi que les sites américains ont raffiné 17,4 millions de barils de pétrole par jour en août, du jamais vu depuis cinq ans. Les raffineries tournent de plus à 95% de leur capacité depuis 15 semaines, du jamais depuis 1998, précise le cabinet. Ces tensions font bondir les prix du carburant, et du gazole en particulier, dont les prix se situent en moyenne à 6,4 dollars le gallon (3,8 litres), contre 2,5 dollars avant la guerre, induisant un surcoût de plus de 109 milliards d'euros pour les consommateurs américains, selon les calculs de chercheurs de l'université Brown.

De la même manière, en France, le litre de gazole coûte en moyenne 2,36 euros ce vendredi, contre moins d'1,70 euros avant l'offensive des États-Unis et d'Israël contre l'Iran fin février. En France aussi, les marges de raffinage ont fortement augmenté. Selon les données du ministère de la Transition écologique, la marge brute de raffinage est passée de 78 euros la tonne fin septembre 2025 à 242 euros un an plus tard, soit une multiplication par plus de trois. De quoi relancer la bataille politique sur les "superprofits". La gauche réclame une taxation exceptionnelle des bénéfices des groupes pétroliers, tandis que Jean-Luc Mélenchon propose de bloquer directement les marges des raffineurs. Le gouvernement n'écarter pas le principe d'une taxe mais la France n'a pas rejoint l'initiative portée notamment par l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie en faveur d'une taxe européenne sur les profits exceptionnels du secteur.

SUÈDE

Nouveau paradis pour les ultra-riches ?

Le pays, longtemps considéré comme l'un des plus égalitaires au monde, associé à la redistribution et à un État-providence puissant, compte aujourd'hui des dizaines de milliardaires, tandis que la pauvreté progresse. La taxation des plus riches s'est donc invitée dans la campagne des législatives. La Suède compte aujourd'hui 51 milliardaires. Soit autant que la

France, mais avec une population sept fois moins importante. Pour comprendre cette concentration des richesses, il faut remonter aux années 90. Après une grave crise économique et financière, les réformes s'enchaînent et le pays supprime progressivement plusieurs impôts sur le patrimoine, les successions ou encore la propriété. Résultat, aujourd'hui, les 46 personnes les

plus fortunées possèdent davantage que 8 millions de Suédois, dans un pays qui en compte 10 millions. Hanna Nelson, responsable d'Oxfam Suède, estiment leur richesse cumulée à 32,3% du PIB : "Il y a eu une très forte augmentation en seulement quelques années. Les milliardaires sont devenus une partie du récit d'une Suède qui réussit. Ikea, qui s'est

développée ici, est parfois plus connue que la Suède elle-même par exemple. Mais 70% des milliardaires ont hérité de leur fortune et dans le même temps la pauvreté a elle aussi augmenté, très rapidement. Cette année, elle concerne 730 000 personnes. C'est 7% de la population et ce chiffre a doublé en cinq ans."

Agence

CONFORTANT SON AVANCE AU SEIN DU G7

L'économie britannique a progressé plus rapidement que prévu au deuxième trimestre

L'économie britannique a progressé plus rapidement qu'estimé précédemment au deuxième trimestre, confortant sa position de première économie du Groupe des Sept (G7) en termes de croissance au premier semestre 2026, avant le premier budget du ministre des Finances John Healey en octobre. La production économique a progressé de 0,5 % sur la période d'avril à juin, a annoncé mercredi l'Office for National Statistics (ONS). Ce chiffre est légèrement supérieur à une première estimation d'une croissance de 0,4 % du produit intérieur brut (PIB). Les économistes interrogés par Reuters s'attendaient à ce que la hausse de 0,4 % soit confirmée. Les données publiées mercredi montrent que le produit intérieur brut britannique était, au deuxième trimestre, supérieur de 1,4 % à son niveau d'il y a un an, contre une pre-

mière estimation de 1,2 %. Ces chiffres soulignent la résilience surprenante de l'économie britannique face aux bouleversements géopolitiques et à une crise mondiale du marché obligataire, tandis que les indicateurs de confiance des consommateurs restent élevés. Les données font apparaître une vigueur généralisée de l'économie, la production ayant progressé dans l'industrie manufacturière, la construction et le secteur dominant des services. L'ONS a également révisé à la hausse la croissance de l'investissement des entreprises au deuxième trimestre, à un rythme annuel de 5,2 %, contre une première estimation de 0,8 %. Le PIB par habitant a progressé de 1,1 % au cours du premier semestre 2026. Hors fluctuations liées à la pandémie de COVID-19, il s'agit de la plus forte hausse depuis fin 2017.

Ces chiffres constituent un soutien pour le gouvernement du Premier ministre Andy Burnham, qui cherche à stimuler la croissance. S'exprimant mardi lors de la conférence annuelle du Parti travailliste, M. Burnham a déclaré que son plan visant à renforcer le contrôle public de services clés pourrait contribuer à soutenir l'économie. L'économie britannique a affiché la croissance la plus rapide du G7, malgré la hausse des prix de l'énergie provoquée par la guerre avec l'Iran et le niveau des coûts d'emprunt. « La révision à la hausse de la croissance du PIB réel au T2... laisse penser que l'économie a été un peu plus résiliente que prévu face à la hausse des prix de l'énergie au premier semestre », a déclaré Ashley Webb, économiste en chef pour le Royaume-Uni chez Capital Economics.

MALGRÉ UN EXCÉDENT Le Portugal prévoit un budget équilibré pour 2026

L'Institut national de statistique du Portugal a indiqué mercredi que le pays prévoit de terminer l'année 2026 avec un budget équilibré, maintenant sa projection initiale malgré l'enregistrement d'un excédent de 0,5% du PIB au premier semestre de l'année. L'INE a soumis ses données budgétaires semestrielles à Eurostat mercredi, confirmant la prévision initiale du gouvernement d'un budget ni déficitaire ni excédentaire pour l'ensemble de l'année. Cette projection diffère des déclarations faites par le gouvernement la semaine dernière, laissant entendre que le Portugal pourrait afficher un léger excédent en 2026. Si le Portugal réalise un excédent cette année, ce serait la quatrième année consécutive d'excédents budgétaires pour le pays. En 2025, le Portugal avait enregistré un excédent budgétaire de 0,7% du PIB. L'INE a également prévu que le ratio dette/PIB du Portugal tombera à 87,5% d'ici fin 2026, contre 89,2% en 2025.

R.I

IRLANDE L'humeur des consommateurs tombe à un creux de 4 mois

L'indice de sentiment des consommateurs des coopératives de crédit d'Irlande est tombé à 61,1 en septembre 2026, contre 63,2 en août, marquant son niveau le plus bas depuis mai. La baisse était marginale mais a inversé l'augmentation du mois précédent, laissant l'indice bien en dessous de sa moyenne à long terme de 83,0 et de sa moyenne sur 10 ans de 76,1. L'enquête a attribué l'humeur nerveuse à une combinaison d'incertitude économique et de pression financière, les consommateurs restant constamment négatifs quant aux perspectives de l'économie irlandaise. La plus forte baisse mensuelle a été observée dans les perspectives d'emploi, alors que le ralentissement de la croissance de l'emploi et de nouveaux licenciements dans les entreprises technologiques pesaient sur la confiance. De nouvelles inquiétudes concernant la forte hausse des prix de l'énergie et des carburants, ainsi que la menace d'une inflation supplémentaire, ont également exercé une pression sur le sentiment, tandis que des avertissements répétés sur la durabilité des dépenses publiques ont ajouté aux préoccupations économiques. La confiance des consommateurs s'est également affaiblie dans la zone euro en septembre après quatre mois de reprise.

Agence

SELON SA BANQUE CENTRALE La Pologne prévoit une inflation de 3,1% pour 2026

La Banque nationale de Pologne a publié mercredi son enquête macroéconomique, prévoyant une inflation annuelle moyenne de 3,1% pour 2026, 3,2% pour 2027 et 2,7% pour 2028. L'enquête indique une probabilité de 78% que l'inflation reste dans la fourchette cible de la banque centrale, comprise entre 1,5% et 3,5%. Les données préliminaires montrent que l'inflation a grimpé à 4,0% en glissement annuel en septembre, contre 3,4% en août. Les économistes interrogés s'attendent à ce que la croissance économique de la Pologne atteigne 3,6% en 2026, puis ralentisse à 3,0% en 2027 et à 2,8% en 2028. Le taux d'intérêt directeur, actuellement fixé à 3,75%, devrait rester stable en 2026 et 2027, à respectivement 3,79% et 3,75%. Les sondés anticipent une baisse à 3,45% en 2028.

R.I

OPENAI

Le responsable de la sécurité démissionne et tire la sonnette d'alarme à son tour

Ce n'est pas anodin. David Robinson, qui rédigeait les rapports de sécurité d'OpenAI, quitte l'entreprise dans un contexte extrêmement tendu. Selon lui, l'IA doit désormais être gérée avec la même rigueur qu'une centrale nucléaire.

Après trois ans et demi chez OpenAI, où il a accompagné le lancement de 12 modèles, David Robinson a décidé de quitter le navire, révèle Business Insider. Un départ qui résonne forcément avec celui de Jacob Coxon, chercheur chez Anthropic, il y a quelques jours. Il assurait alors que les entreprises d'IA « parient avec nos vies ». Johannes Heidecke, ancien responsable de la sécurité chez OpenAI, a également abandonné son poste plus tôt cette année.

Une approche à revoir

« Les entreprises qui construisent cette technologie ne sont pas du tout assez prudentes », écrit Robinson dans un essai publié dans The Atlantic. Selon lui, OpenAI « court d'un lancement à l'autre » sans atteindre le niveau de soin nécessaire. Il cible particulièrement la méthode maison de « déploiement itératif ». Celle-ci consiste à lancer un produit, repérer les problèmes puis renforcer les garde-fous. Cette approche « garantit, par nature, des échecs périodiques », avance-t-il, et leur ampleur grandit à mesure que les systèmes gagnent en puissance. Elle découle



d'un « optimisme sans entrave » sur la capacité à régler les problèmes au fur et à mesure, dénonce-t-il. Or, l'actualité exige « une humilité qui n'est pas naturelle chez ceux qui ont réussi grâce à leur extrême confiance en eux », poursuit l'expert, avant de trancher : « le temps des essais et des erreurs est révolu

». David Robinson cite évidemment l'attaque de Hugging Face par un des agents d'OpenAI : « Un environnement où de telles choses peuvent arriver n'est pas un endroit où faire grandir des esprits artificiels qui pourraient être plus intelligents que nous et ne pas faire ce que nous voulons », écrit-il.

Les mesures à mettre en place selon l'expert

L'ancien dirigeant suggère que les entreprises d'IA devraient fonctionner « comme des centrales nucléaires ou des aéroports très fréquentés, avec des couches de redondance et une planification minutieuse », afin qu'une erreur humaine, « occasionnelle et inévitable », n'ouvre pas la porte à la catastrophe. Il appelle aussi à créer une « nouvelle science » pour s'assurer que ces systèmes restent contrôlables, car les mesures actuelles de leur alignement sur les valeurs humaines sont « grossières ». OpenAI, elle, assure prendre le sujet au sérieux. « Nous veillons à ce que nos modèles ne deviennent pas plus capables que ce que nous pouvons gérer et sécuriser, et nous suspendons l'entraînement ou rete- nous des modèles quand il faut ralentir », a rappelé un porte-parole. Mais le constat est implacable et visiblement, ils sont plusieurs en interne à penser que ces efforts arrivent bien trop tard. Car actuellement, OpenAI et Anthropic passent en revue des dizaines de milliers d'incidents de sécurité impliquant leur technologie.

Elon Musk s'aligne sur Donald Trump : SpaceXAI va devenir SpaceXSI



Donald Trump a banni le mot « IA » de l'administration américaine. Et Elon Musk va appliquer la consigne chez SpaceX avec un changement de nom majeur pour la division d'intelligence artificielle de l'entreprise. Le 22 septembre, alors qu'il prononçait un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump a annoncé que les documents américains parleront désormais de « super intelligence », abrégée en SI, plutôt que d'intelligence artificielle. Car d'après lui, ce mot donnera l'impression qu'il s'agit d'une fausse technologie. Quelques jours plus tard, un décret présidentiel imposait ce vocabulaire aux agences fédérales. Sa portée reste pour l'heure limitée : le texte ne concerne que l'administration fédérale, c'est-à-dire les ministères et les agences. Mais visiblement, Elon Musk a choisi d'aller dans le sens du président américain.

Encore un changement de nom

Car ce dimanche 4 octobre, le patron de SpaceX a confirmé, dans une réponse à un internaute sur X.com, que SpaceXAI, la division de SpaceX dédiée à l'IA, renommée ainsi après la fusion entre les deux entreprises, allait être prochainement baptisée SpaceXSI. Elle regroupe Grok, le réseau social et les centres données Colossus. « SpaceX est une entreprise de super intelli-

gence », a également lancé l'homme le plus riche du monde. Pourtant, ce terme est loin de faire l'unanimité au sein de l'écosystème de l'IA. En effet, dans le vocabulaire de la recherche, « superintelligence » désigne déjà un système hypothétique, capable de surpasser l'humain dans presque tous les domaines. Or, les IA d'aujourd'hui n'en sont pas là.

Un groupe de travail sur la « super intelligence »

Pas de quoi freiner Donald Trump. Ce dimanche 4 octobre, le républicain a présenté la « Super Intelligence Force ». Dirigé par le directeur du renseignement national, Jay Clayton, ce groupe de travail doit rendre sous 120 jours un rapport sur les risques et les opportunités de la technologie. Une réponse au climat d'incertitude qui règne actuellement, notamment en raison des nombreux incidents impliquant des agents IA. Car le contexte outre-Atlantique est très tendu, alors que les manifestations contre les data centers et les craintes pour l'emploi se multiplient. Les alertes des chercheurs sur le danger de la technologie n'arrangent rien : la défiance monte. Reste à voir si la timide réponse de la Maison-Blanche suffira à rassurer les Américains. Sundar Pichai (Google), Dario Amodei (Anthropic), Mark Zuckerberg (Meta), Greg Brockman (OpenAI) et Jensen Huang (NVIDIA) ont signé l'accord sur la création du groupe de travail.

Elon Musk reconnaît que les Robotaxis Tesla voient mal certains animaux la nuit

Les Robotaxis de Tesla circulent désormais jusqu'à 23 heures à Austin. Elon Musk donne l'exemple d'un chaton gris sur un bitume gris, encore difficile à repérer pour ses voitures autonomes. Le compte officiel Robotaxi a annoncé ce nouvel horaire sur X. « Le principal problème que nous essayons de résoudre, c'est de nous assurer de ne pas écraser d'animaux de compagnie quand ils sont difficiles à voir la nuit. Nous essayons littéralement d'éviter des chatons gris sur du bitume gris dans le noir », a répondu Elon Musk trente-cinq minutes plus tard. Il a fait cet aveu alors que Tesla attend le vote des Vingt-Sept sur son système d'aide à la conduite FSD Supervised, repoussé à décembre. Des deux côtés de l'Atlantique, Tesla n'équipe ses voitures que de caméras, sans lidar ni radar. Dans l'obscurité, ce choix technique est mis à l'épreuve.

La nuit, point faible des caméras de Tesla

Lors du lancement à Austin, en juin 2025, Tesla proposait des courses jusqu'à minuit. Fin août 2026, le constructeur a avancé la dernière heure de prise en charge à 22 heures. Avec l'extension du 2 octobre, les clients d'Austin peuvent réserver un trajet jusqu'à 23 heures, soit une heure de moins qu'à l'ouverture du service. Tesla fait rouler ses Robotaxis dans sept villes américaines, dont Miami et la baie de San

Francisco, avec encore un employé de sécurité à bord dans certaines d'entre elles selon la réglementation locale. Partout, le constructeur confie la détection des obstacles à ses seules caméras. Pour une caméra, un chaton gris sur un bitume gris est une tache presque invisible, faute de contraste, surtout quand l'éclairage public est faible. En juillet, lors des premiers essais du Cybercab sans volant ni pédales, on vous disait que la fiabilité de ces caméras peut diminuer par faible luminosité ou sous une forte pluie. Waymo, le principal concurrent de Tesla, ajoute des lidars et des radars aux caméras de ses véhicules. Avec un lidar, la distance d'un objet est calculée à partir du temps de retour d'impulsions laser, quelle que soit la lumière ambiante. La couleur du pelage d'un chat ne change alors rien à sa détection. Dans sa réponse, Elon Musk n'a évoqué aucun changement de capteurs, et Tesla n'a annoncé aucune date pour un service après 23 heures.

Tesla attend toujours le feu vert européen pour son FSD

Tesla installe le même type de caméras sur ses voitures vendues en Europe, où le constructeur demande l'homologation du FSD Supervised. Avec ce système d'aide à la conduite de niveau 2, le conducteur est seul responsable et doit garder les mains prêtes à reprendre le volant. L'autorité néerlandaise d'homologation (RDW) l'a autorisé

en avril, après dix-huit mois d'essais et 1,6 million de kilomètres parcourus sur les routes européennes. Sept pays de l'Union, dont la Belgique et le Danemark, acceptent aujourd'hui le système, mais ils ne réunissent qu'environ 12 % de la population européenne. Pour une homologation à l'échelle de l'Union, Tesla doit convaincre au moins quinze des vingt-sept États membres, à condition qu'ils réunissent 65 % de la population. Pour défendre son dossier, Tesla affiche un taux d'accident 4,1 fois plus faible qu'en conduite manuelle. Aucun organisme indépendant n'a toutefois vérifié ces statistiques maison, et plusieurs gouvernements reprochent au système sa tolérance aux excès de vitesse. L'office fédéral allemand des véhicules à moteur (KBA) a ainsi émis des réserves, car Tesla permet au FSD Supervised de choisir une vitesse jusqu'à 50 % supérieure à la limitation détectée. À Bruxelles, une association de piétons a même relevé des dépassements sur 55 % des zones à 30 km/h testées. C'est demain que le comité technique des véhicules à moteur (TCMV) de la Commission européenne doit se réunir, mais ne consacrer que vingt-cinq minutes au dossier, sans vote. D'après le ministère allemand des Transports, le premier scrutin possible aura lieu en décembre, et Berlin n'a pas encore arrêté sa position.

Décriées, les usines de batteries chinoises en Hongrie vont tourner à plein régime, et fournir notamment la nouvelle BMW i3

BMW met en avant le « Made in Germany » avec l'inauguration de son usine bavaroise d'Irlbach-Strasskirchen pour assembler les batteries de sa plateforme Neue Klasse et de la nouvelle i3. Mais sous le coffre d'accumulateur allemand, la chimie reste chinoise. Fournies par le géant CATL, les cellules cylindriques proviennent des gigafactories de Hongrie. Des sites pourtant secoués par de lourds scandales environnementaux et sanitaires, mais dont le redémarrage express s'est avéré indispensable pour ne pas paralyser la production bavaroise.

Alors que le groupe BMW inaugurerait en grande pompe son nouveau site de production de batteries à haute tension à Irlbach-Strasskirchen, en Bavière, le discours officiel vantait fièrement l'ancrage local et le savoir-faire germanique pour l'assemblage des futurs accumulateurs de la famille Neue Klasse, à commencer par la berline i3 aujourd'hui commercialisée en France. Derrière le « Made in Germany », la réalité de la chaîne de valeur : Munich ne fabrique toujours pas ses propres cellules. Pas plus que la plupart des constructeurs européens. Celles-ci continuent d'arriver d'Extrême-Orient via, aujourd'hui, les gigafactories implantées en Europe de l'Est (LG, Samsung, CATL...), à l'image des méga-complexes chinois basés en Hongrie, sur lesquels a pesé une lourde tempête environnementale et sanitaire dont nous nous étions fait l'écho plus tôt dans l'année.

Batterie allemande, sauf pour les cellules

Pour la Neue Klasse, BMW a fait le choix stratégique de passer aux cellules cylindriques de sixième génération (Gen6), censées offrir jusqu'à 30 % d'autonomie supplémentaire et une recharge accélérée. Mais si le site bavois se charge de l'intégration finale des paquets dans le châssis, de la connectique et de la gestion thermique, les chimistes fournisseurs restent quasi exclusivement asiatiques — au premier rang desquels figure le géant chinois CATL. Lequel avait confirmé son contrat d'approvisionne-



ment avec BMW pour sa Neue Klasse en... 2022.

"Les cellules de batterie destinées aux batteries haute tension sont fournies par des fabricants de cellules de premier plan et répondent aux normes techniques les plus exigeantes", annonce BMW. L'un des fabricants ? CATL, donc. Pour fournir les chaînes de montage allemandes à flux tendu, ces sous-traitants d'Extrême-Orient ont massivement investi sur le sol européen. La Hongrie est ainsi devenue le navire amiral de cette offensive chinoise sur le Vieux Continent. Sauf que ce déploiement à marche forcée a viré au scandale sanitaire et écologique ces derniers mois, dans le sillage de l'ancien gouvernement de Viktor Orban, accusé par ses opposants de trop ouvrir les portes à n'importe quel industriel automobile sans suivi derrière.

Scandales environnementaux et eau sous pression

À Debrecen ou Batonyterenye, la cohabitation entre la population locale et les géants de la batterie a très vite dérapé. Des enquêtes environnementales locales ont révélé des dérives au sein de certaines unités d'assemblage ou de recyclage opérées par des sous-traitants chinois. On y a mesuré des concentrations en solvants toxiques (notamment le NMP, un produit reprotoxique) et en polluants cancérigènes jusqu'à 500 fois supérieures aux seuils autorisés, entraînant la mise sous scellés temporaire de certains sites.

Au-delà des rejets chimiques, c'est la facture hydrique qui a fini par faire tiquer les autorités de Budapest. La fabrication

de cellules de batteries réclame des volumes d'eau colossaux pour le refroidissement et la chimie du processus. En pleine période de sécheresse estivale, le pompage massif dans les nappes phréatiques hongroises a soulevé une vague d'indignation populaire face à un coût écologique jugé démesuré pour la collectivité, contraignant le gouvernement à revoir sa copie sur les autorisations d'exploitation et les contrôles.

Que des cellules chinoises

L'impératif industriel l'a finalement emporté. Après régularisation, mises aux normes et promesses de contrôles renforcés, les sites de batteries chinois ont obtenu le feu vert pour redémarrer ou poursuivre leurs montées en cadence. Pourtant, début septembre, les autorités hongroises avaient ordonné à CATL de suspendre ses activités, cette fois pour des questions de protection des employés de l'usine trop exposés au nickel, métal indispensable à la fabrication des cellules de batteries. Finalement, avant-hier, CATL a confirmé le lancement de la production de ses cellules. Pour l'heure, BMW ne produit aucune cellule pour des véhicules électriques en vente. Contrairement à Renault (avec Verkor) ou encore Stellantis (avec ACC), le groupe bavarois continue de faire confiance à ses alliés chinois. Et de toute façon, même en fabriquant la cellule sur place comme ce peut être le cas pour Verkor, il reste la dépendance totale à l'Asie pour la fourniture en métaux essentiels (lithium, nickel, cobalt...).

5 rivaux japonais s'allient pour traquer les défauts de leurs voitures

Concurrentes depuis toujours, les marques Toyota, Mazda, Mitsubishi, Honda et Suzuki se mettent finalement à collaborer toutes ensemble. Dans leurs usines historiques du Japon, ces firmes mettent en commun leurs forces et leurs expertises pour améliorer la qualité de leurs produits. Le but est d'analyser les pièces de leurs fournisseurs communs afin de les pousser à améliorer leur production. Cette collaboration est une première à aussi large échelle et s'inscrit dans une dynamique d'alliance déjà bien engagée au Japon.

Les alliances entre constructeurs sont monnaie courante, mais à une telle échelle, c'est inédit. Cinq des plus grandes marques japonaises collaborent dans un but précis : rendre leurs voitures plus qualitatives tout en concentrant leurs efforts sur les aspects vraiment essentiels. Cela se traduit par des réunions entre les représentants de Toyota, Mazda, Mitsubishi, Honda et Suzuki. Leur objectif : évaluer la qualité des pièces fournies par leurs sous-traitants communs et déterminer lesquelles



nécessitent des efforts supplémentaires. Pas question de débattre pour savoir qui fait la meilleure voiture : les équipes des différentes marques se rendent directement sur les lignes d'assemblage et lancent des séries d'inspections de pièces détachées. La dernière réunion de ce genre a notamment permis de mettre en évi-

dence chez Toyota un défaut chronique sur un bloc aérateur arrière : une simple éraflure. Après discussion, il a été décidé de ne pas modifier cette pièce ni de la mettre au rebut. Le défaut n'étant pas visible, il n'altère en rien la qualité perçue. L'idée est ainsi d'optimiser les coûts de chaque entreprise tout en améliorant

la qualité perçue par les clients. Ce genre de détail peut sembler presque anodin, mais Toyota estime que si ce processus est mené à grande échelle, la marque pourrait économiser plusieurs millions d'euros tout en optimisant l'approvisionnement en pièces détachées de ses voitures.

Des collaborations qui tendent à se généraliser

Ce dispositif n'est en réalité pas si récent. Toyota est à l'origine de ce programme, nommé Smart Standard Activity. Lancé en 2017, il a toutefois fallu plusieurs années pour qu'il rassemble autant de marques. Dès l'origine, le dispositif repose sur une philosophie simple : ne pas perdre de temps à corriger des imperfections qui n'intéressent pas grand monde et concentrer les efforts sur les vrais problèmes. Ce genre d'alliance tend à s'élargir au Japon. Toyota, l'association des constructeurs automobiles japonais et celle de l'industrie des pièces automobiles ont ainsi créé un groupe de travail rassem-

blant différentes marques pour œuvrer sur la sécurité des systèmes d'exploitation. De quoi également renforcer leur compétitivité à l'heure où la concurrence chinoise grappille des parts de marché dans de nombreux pays.

Un pragmatisme bienvenu alors que Toyota voit ses ventes décrocher. Le premier constructeur mondial en est même venu à tirer la sonnette d'alarme pour ne pas manquer la mutation que connaît le secteur. Honda perd de l'argent pour la première fois de son histoire. Pendant un temps, une fusion avec Nissan a même été envisagée, tandis que Toyota intensifie plus que jamais son partenariat avec Subaru. Après avoir commencé avec la BRZ et la GT86, les deux marques partagent désormais de nombreux modèles. De quoi relancer à moindre frais une gamme Subaru qui commençait à devenir poussive, notamment en Europe. De son côté, Suzuki est peut-être l'un des seuls constructeurs de ce groupe à réellement tirer son épingle du jeu et conserve une bonne rentabilité.

Mots fléchés

Dieu des vents						Mirent en place							
Dieu des mers		Délaissé		Chassent		Action de refuser		Actinium			Dieu celte		Routes
									Brillant		Son altesse		
											Attente		
Habit		Massacre		Cubes de jeu				Grands oiseaux					
								Gros maillet					
Brûle-gueule	Ruthénium			Fille de famille						Rayon bronzant		Calme	
	Prompts			Distinction au cinéma									
						501 romain		Voies citadine					Monument funéraire
Services rapides					Tirés de la captivité								
Petite pomme					Aluminium								
			Fils d'Adam et Eve Princesse phénicienne aimée de Zeus					Article		Adresse			
Conforme à la perfection						Assassine				Issue de			
Fumet						Pascal							
					Génitrice		Tellure		Exister	Petit poil			
										Grande ouverte			
Enlevé l'eau		Le plancher des vaches		Terme aux échecs				Couleur noire					
				Narrations				Précaution					
						Maison d'Italie					Un de nos sens	Ils élèvent, vendent des oiseaux	Précis
							État américain						
Ville espagnole	Fais						Pauvretés						
	Géantes effrayantes												
						Sous la croûte				Bécasse			
						Fer				Au dehors de la ligne			
Chapitres		Petit tour	Vers de deux syllabes		Menu				Hors d'ici !				
					Grand et peu large				Il a son drap				
								Têtu					Mise
								Action de scout					
Muse de la poésie lyrique						Jeu					École technique		
Coutume						L'Irlande					Dignitaire turc		
		Gisement								Ville de carnaval			
										Canton suisse			
Pays arabe		Chariot pour rail						Multitudes					
		Possessif						Groupe ment acétylé en chimie organique					
					Remplace le RMI				Le propre de l'Homme				
Tamisée							Entre la hanche et le genou						

PÉTROLE

Le Brent à plus de 102 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient stables, lundi, dans un marché toujours attentif aux tensions géopolitiques en cours dans la région du Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 0,35%, à 102,61 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, lâchait 0,76% à 90,42 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 6 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TRIBUNAL D'ALGER

Premières condamnations à mort sous la nouvelle loi antidrogue

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a prononcé les premières condamnations à mort en application de la loi 25-03 relative à la lutte contre le trafic de stupéfiants et de psychotropes. Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a prononcé les premières condamnations à la peine de mort, en application de la loi 25-03 du 1er juillet 2025 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.

ORDRE DES PHARMACIENS D'ALGERIE

Ouverture à Alger de la 2e Conférence internationale

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a coprésidé, lundi à Alger, avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, l'ouverture des travaux de la 2e Conférence internationale du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens d'Algérie (CNOP Algérie), avec la participation de représentants des instances professionnelles et d'opérateurs du secteur pharmaceutique de plusieurs pays. Placée sous le slogan "Souveraineté nationale, ouverture africaine pour une santé durable", cette manifestation se penche sur les enjeux actuels et futurs dans le secteur pharmaceutique, notamment la souveraineté sanitaire, le renforcement de la production nationale, l'innovation, la coopération africaine et la sécurité d'approvisionnement du marché en médicaments. Cette rencontre est également un espace privilégié d'échange et de partage d'expertises entre les différents acteurs du secteur.

APS

MDN

Saïd Chanegriha installe le nouveau Commandant de la 1^{ère} Région militaire

Au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé lundi à Blida, la cérémonie d'installation officielle du Général-Major Haddad Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1ère Région militaire en remplacement du Général-Major Sidane Ali, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a supervisé ce lundi 5 octobre 2026 à Blida, la cérémonie d'installation officielle du Général-Major Haddad Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1ère Région militaire, en remplacement du Général-Major Sidane Ali", précise la même source. A l'entame et après la cérémonie d'accueil, à l'entrée du siège du Commandement de la Région, le Général d'Armée a observé "un moment de recueillement à la mémoire du Chahid et héros "M'hammed Bougara", Commandant de la Wilaya IV historique, dont le siège du Commandement porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux martyrs". Le Général d'Armée a procédé, à l'issue, à l'ins-

pection des Carrés des cadres et personnels du siège du Commandement, alignés au niveau de la place d'arme, avant d'annoncer par la suite l'installation officielle du nouveau Commandant de la 1ère Région militaire. "Au Nom de Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 1er octobre 2026, j'installe officiellement le Général-Major Haddad Noureddine, dans les fonctions de Commandant de la 1ère Région militaire, en remplacement du Général-Major Sidane Ali", a indiqué le Général d'Armée. "A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois républicaines en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution". Le Général d'Armée a présidé, par la suite, la cérémonie de passation du drapeau national. Après la signature du procès-verbal de passation de pouvoir, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement de la 1ère Région militaire, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à toutes les unités de la Région, dans laquelle il a souligné "la nécessité de fournir davantage d'efforts dévoués tant dans le domaine de la préparation au combat, que dans la lutte antiterroriste et le crime organisé". "Le Haut Commandement de l'ANP accorde un intérêt particulier à la 1ère Région militaire, compte tenu de ses spécificités par rapport aux

autres Régions militaires", a relevé le Général d'Armée. "Ainsi, et afin que les efforts déployés au sein de cette Région sensible soient effectivement fructueux et se traduisent concrètement sur le terrain, il vous appartient d'accorder toute l'attention et l'intérêt nécessaires à la poursuite de l'effort de préparation du corps de bataille, pour assurer une disponibilité permanente à même de faire face à toute éventualité et une adaptation optimale aux diverses circonstances et évolutions", a-t-il affirmé. "Aussi, il est impératif de poursuivre, avec persévérance et efficacité, les efforts de lutte contre le terrorisme, le narcotrafic et les crimes connexes, contribuant ainsi à consolider la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du territoire de cette importante Région", a-t-il souligné. Le Général d'Armée "a salué, à cette occasion, les résultats probants réalisés au niveau du territoire de la Région dans la lutte contre les résidus terroristes, à travers des opérations de qualités ayant permis d'éliminer de nombreux criminels". "Dans ce contexte, je tiens à saluer les résultats positifs obtenus dans la lutte contre les résidus terroristes, grâce à des opérations de qualité ayant permis d'éliminer de nombreux criminels, de mettre en déroute ces groupuscules égarés, traîtres à la nation et de mettre en échec leurs desseins ignobles, visant à porter atteinte à la sécurité des citoyens", a-t-il ajouté. A l'issue de la rencontre, le Général d'Armée a écouté les interventions et préoccupations des cadres et personnels de la 1ère Région militaire.

R E/APS

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le marché du solaire hors réseau devrait croître de 450 % d'ici 2035

Alors que les réseaux électriques centraux restent globalement limités au sud du Sahara, le solaire hors réseau occupe une place croissante dans les stratégies d'électrification de la région et devient une alternative crédible aussi bien pour les ménages que pour les entreprises. Le marché du solaire hors réseau devrait croître de 450 % en Afrique subsaharienne d'ici 2035, grâce à une demande croissante tirée par la défaillance chronique des réseaux électriques nationaux, à la baisse des coûts des équipements et à l'émergence d'une nouvelle vague de financements privés, selon un rapport publié le 23 septembre 2026 par le cabinet de recherche et de conseil

Wood Mackenzie. Intitulé « Off-grid solar PV in Sub-Saharan Africa: A multi-gigawatt growth opportunity », le rapport précise que le solaire hors réseau devient discrètement le principal moteur d'électrification dans la région, alors que les réseaux nationaux, qui étaient censés desservir les quelque 600 millions de personnes privées d'accès à l'électricité, ne suivent pas le rythme de la croissance démographique. Le Nigeria et le Kenya constituent les deux principaux epicentres de la demande en solaire hors réseau en Afrique subsaharienne. À lui seul, le Nigeria devrait concentrer près de 35 % des installations solaires hors réseau dans la région d'ici 2035. Depuis la suppression des subventions

sur les carburants dans ce pays d'Afrique de l'Ouest en 2023, l'auto-production d'électricité au diesel est devenue extrêmement coûteuse, et le solaire en tant que service (solar-as-a-service) est désormais plus compétitif. Pour un utilisateur commercial ou industriel, remplacer ne serait-ce qu'un quart de sa charge par du solaire génère des économies immédiates, de nombreux développeurs fournissant le système photovoltaïque sans coût initial. Le solaire en tant que service est un modèle économique dans lequel le consommateur profite de l'électricité solaire sans acheter ni posséder les panneaux. Une entreprise spécialisée finance, installe et entretient l'équipement, tandis que l'utilisateur paie

l'énergie produite au kilowattheure consommé ou via un abonnement fixe mensuel. Au Kenya, marché le plus mature du continent, la croissance du solaire hors réseau n'est plus tirée par le premier accès à l'électricité, mais par l'optimisation des coûts. Avec l'extension du réseau électrique national et l'adoption des règles de facturation nette (déduction du surplus d'énergie produit par les panneaux et injecté sur le réseau public de la consommation globale), la demande kényane passe du solaire hors réseau comme source de premier accès vers un usage hors réseau appliqué là où cela fait sens commercial.

Agence

NOBEL DE MÉDECINE 2026

Un trio américano-allemand récompensé pour ses travaux sur la mémoire

Le prix Nobel de médecine, édition 2026, a été décerné lundi à l'Américain Karl Deisseroth et aux Allemands Peter Hegemann et Georg Nagel, pour leurs travaux sur la mémoire via la technique de l'optogénétique. "Comprendre comment le cerveau forme les souvenirs, les émotions et les comportements est depuis longtemps un rêve pour les chercheurs", a noté le Prix Nobel sur les réseaux sociaux. Le comité, réuni à Stockholm, a récompensé le trio pour leurs travaux, entre

autres, sur l'optogénétique, une méthode qui permet de montrer comment les cellules nerveuses façonnent les souvenirs, les émotions et les comportements dans le cerveau. L'optogénétique offre des possibilités inédites de "cartographie du cerveau dont nous ne pouvions autrefois que rêver", a déclaré le président du Comité Nobel de médecine, Per Svenningsson. La manière dont le cerveau régule les émotions, les comportements et les fonctions corporelles a longtemps été un mystère. Mais grâce à cette mé-

thode, qui permet de rendre certains neurones photosensibles (sensibles à la lumière) en combinant le génie génétique et l'optique, les chercheurs ont réussi à y voir plus clair. Tout a commencé quand Peter Hegemann et Georg Nagel ont découvert une protéine, la channelrhodopsine, dans une algue unicellulaire. Karl Deisseroth, psychiatre et neurologue américain, a ensuite transformé cette protéine en une technique qui utilise la lumière pour contrôler les cellules. Cette approche permet aux chercheurs

de mieux comprendre comment certains types de cellules contribuent à des comportements tels que l'apprentissage, la peur, l'addiction ou encore le mouvement, et pourrait un jour déboucher sur des traitements contre des troubles neurologiques et sensoriels comme la maladie de Parkinson et l'épilepsie. En médecine clinique, des chercheurs utilisent cette méthode pour tenter de restaurer la vue chez des personnes souffrant de déficience visuelle, par exemple, explique le comité Nobel.

APS